



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

PROPACOM - Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 1er au 19 décembre 2014

Date du document: 26/01/2015

No. du Projet: 1100001589

No. du rapport: 3643-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département Gestion des Programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du PROPACOM	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du PROPACOM	16
E. Aspects fiduciaires	18
F. Durabilité	24
G. Autres aspects	24
H. Conclusion	26

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PROPACOM et notes attribuées	27
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	31
Appendice 3a:	Mesures à adopter de la précédente mission de supervision	35
Appendice 3b:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	41
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	45
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	55
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	59
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	61

Sigles et acronymes

ADCVI	Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intensives
ADDR	Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
ADRAO	Agence pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANARIZ	Association National pour le Riz
ANASEMCI	Association National des Semenciers de Côte d'Ivoire
ANOPACI	Association Nationale des Organisations Agricoles de Côte d'Ivoire
APO	Accord Politique d'Ouagadougou
BEA	Bio Economie Afrique
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BVP	Bureau de Vente des Producteurs
CCR	Cadre de Concertation régional
CGA	Comité de Gestion des Aménagements
CIDR	Centre International de Développement Rural
CNRA	Centre National de Recherche Agricole
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COSOP	Country Strategic Opportunities Program/ Options Stratégiques pour le Programme Pays
CSRS	Centre Suisse de Recherches Scientifiques
CVC	Comité Villageois de Commercialisation
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine
DEP	Direction de l'Evaluation et des Projets
DGTCP	Direction Général du Trésor et de la Comptabilité Publique
DMP	Direction des Marchés Publics
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ENV	Enquête sur le Niveau de Vie des ménages
ESOP	Entreprises de services et Organisations Paysannes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole
INS	Institut National des Statistiques
IPC	Indice de Prix à la Consommation
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MIE	Ministère des Infrastructures Economiques
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MSPF	Ministère de la Solidarité et de la Promotion de la Femme

OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
ONEP	Office national de l'Eau Potable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACIL	Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PDRZ	Projet de Développement Rural du Zanzan
PFA	Programme de Facilité Alimentaire / Union Européenne
PIV	Point d'Information Villageois
PND	Plan National de Développement
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PNR	Programme National Riz
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPMS	Projet d'appui aux petits Producteurs Maraichers dans les régions des Savanes
PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuels
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
S&E	Suivi-évaluation
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIM	Systèmes d'Informations sur les Marchés
SOSP	Service Officiel des Semences et Plants
SSE	Système de Suivi-Evaluation
UCP	Unité de Coordination du Projet
UE	Union Européenne
UMTS	Unités Mobiles de Triage et de Traitement de Semences
UPIL	Unité de Production d'Inoculum et de légumineuse
WAAPP	West Africa Agricultural Productivity Program

A. Introduction¹

1. Une mission du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a séjourné en Côte d'Ivoire du 01 au 19 décembre 2014, dans le cadre d'une supervision du Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) menée conjointement avec le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI) et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances (MPMEF). Cette mission avait pour objectifs principaux :

- i) d'évaluer la performance globale du projet et son impact depuis son démarrage en décembre 2012;
- ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable ;
- iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTB) de 201 par composante, aussi bien au niveau physique que financier ;
- iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de mai 2014;
- v) d'apprécier et faire des recommandations sur le PTBA 2015;
- vi) d'accompagner l'équipe de projet dans la finalisation de son PTBA 2015 ;
- vii) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services;
- viii) d'analyser, avec l'équipe du projet et les partenaires impliqués et/ou qui seront impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées proposer des solutions appropriées;
- ix) d'analyser et examiner l'état d'avancement de la préparation du manuel des opérations / manuel de procédures de financement des microprojets ;
- x) de réactualiser la fiche de l'état d'avancement du projet «Project Status Report – PSR».

2. Au regard de ces objectifs, la mission de supervision du PROPACOM a passé en revue l'état d'exécution du Projet vis-à-vis des indicateurs préfixés et au regard du PTBA 2014. Concernant les effets/impacts sur les cibles, la mission a examiné les aspects portant sur: (i) la lutte contre la pauvreté, (ii) l'organisation des bénéficiaires, (iii) le renforcement des capacités des bénéficiaires, (iv) le développement et la durabilité des capacités de production, de valorisation et de commercialisation, et (v) les contraintes à l'atteinte des objectifs et les aspects portant sur le ciblage des jeunes et des femmes comme bénéficiaires.

3. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) tout au long de son séjour à Abidjan, Bondoukou et Bouaké. Au niveau institutionnel, la mission a eu des échanges au Ministère de l'Agriculture avec le Directeur Général de la Planification, de la Programmation, du contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS), le Directeur de la Planification, de la Programmation et du Financement (DPPF) et le Directeur de l'Evaluation et des Projets (DEP).

4. A Abidjan, en plus de la séance de briefing avec les ministères en charge de l'Agriculture (DGPPS-DPPF-DEP) et des finances (Direction de la Dette Publique), la mission a eu des entretiens avec l'ONDR, l'AFD / CIDR, Nestlé et Technoserve et a participé aussi aux séances de restitution de deux études menées pour le compte du projet : (i) étude d'identification des besoins en services financiers des petits exploitants agricoles des filières vivrières dans les zones du PROPACOM et PROPACOM extension Ouest.

5. Les visites de terrain ont couvert les zones de Bouna, Bondoukou, , Katiola et Bouaké, tel que détaillé ci-après :

¹ La mission était composée de : (i) M. Abdoul Wahab BARRY, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Cheikh Tidiane SARR, Chef de mission technique et Spécialiste en production et Génie Rural, (iii) M. Aly Seydouba SOUMAH, Expert en gestion administrative et financière, (iv) Mme Federica LOMIRI, Spécialiste en Genre et Ciblage, (v) M. Pierre BARIS, Expert en activités post-récolte et politiques agricoles, (vi) M. Samir BEJAOU, Chargé de Portefeuille Associé du FIDA et Spécialiste en Suivi-Evaluation et gestion des connaissances, (vii) Mme Odile SARASSORO, Point Focal du FIDA en Côte d'Ivoire et Spécialiste des aspects institutionnels. Le Gouvernement Ivoirien était représenté par (a) Mr. Sionseligam SILUE, Directeur de l'Evaluation et des Projets au MINAGRI, (b) Mr Irie Bi Djo, Conseiller Technique auprès de la DEP et (c) Mr. Kouame Paul Micael, Chargé d'Etudes à la Direction de la Dette Publique (DDP) au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) au MPMEF.

- A **Bouna**, les activités de la mission ont comporté, entre autres : (i) la visite d'une parcelle communautaire de manioc et une séance de travail avec le groupement de LAGABENOU de Kopingué; (ii) la visite de la parcelle de la Baba comportant l'aménagement d'un site (20 ha) et une fosse compostière ;
- A **Bondoukou** : (a) visite de la parcelle de maïs à Tankessé et séance de travail avec la mutuelle de développement agricole MOUAYE de Yaokro ; (b) la visite de la mini-rizerie de la CODERIZ YEGODABRI.
- A **Katiola**, la mission a participé à l'atelier de restitution de l'appui-accompagnement du Centre International pour le Développement et la Recherche (CIDR) à la Coopérative Régionale pour la Riziculture (CORERIZ) et à la mini-rizerie de Katiola (Katio-Akpa), suivi d'une visite guidée de ladite usine avec une présentation d'une unité mobile de triage et de traitement des semences dont le montage par des techniciens locaux venait de s'achever. (iii) une séance de travail sur les OP avec la coopérative agricole Wokalnion de Fronan spécialisée en maïs et produits maraichers ;
- A **Bouaké**, en plus des réunions avec l'UCP, la mission a visité le site rizicole de M'Bé 2 dont l'aménagement et les études y afférentes sont en cours et a participé à la séance de restitution de l'étude sur le manuel de financement des microprojets

6. Tout au long de son séjour, la mission a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP sur : i) l'état d'avancement de la mise en œuvre du Projet, notamment le PTBA 2014 ; ii) la gestion administrative, financière et comptable ; iii) le plan de passation des marchés ainsi que les conventions et; iv) les rôles et responsabilités des partenaires de mise en œuvre, y compris celui des groupements de bénéficiaires, de même que la présentation du PTBA 2015 destiné principalement à la clôture du projet.

7. A la fin de la mission, une réunion de restitution de l'aide-mémoire incluant les principales conclusions a été organisée le 18 décembre 2014 sous la présidence du Directeur Général de la DGPPS. Le présent aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du MINAGRI, (Tutelle Technique du projet), du MPMB et du MPMEF (Représentant du Bénéficiaire), ainsi que ceux de l'UCP.

8. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet ainsi que le système des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du PROPACOM

9. L'accord de financement du PROPACOM a été signé le 16/03/2012 suivi par une cérémonie officielle de lancement le 15/12/2012 à Bouaké. Le projet comporte trois composantes dont deux composantes techniques i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles et ii) Valorisation et mise en marché et un dispositif de Coordination-Gestion et Suivi-Evaluation. Dans la zone d'intervention, il cible 25 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué/inondé, maïs et cultures maraichères.

10. Au 30 novembre 2014, le taux d'exécution physique du PTBA 2014 est de 26,21% pour un taux d'exécution physique global du projet se chiffrant à 31,01% (taux pondéré par composante en fonction des allocations financières et relatif c'est-à-dire plafonné à 100% pour chaque activité). A la même période, le taux d'exécution financière du PTBA 2014 est de 65,67% pour un taux d'exécution financière global du projet de 21.46%.

11. L'écart entre le taux d'exécution physique et financière du PTBA 2014 (respectivement 26,21% et 65,67%) s'explique notamment par la mise en place récente du mécanisme de financement des micro-projets (MP). En effet, fin 2013, 114 MP ont pu être sélectionnés par les CRC. Parmi ces MP, seuls ceux inhérents à l'appui-conseil et à la production de masse de maïs ont pu être exécutés en raison de la nécessité d'aménagements et de réhabilitations au niveau des MP rizicoles ou maraichers ainsi que des délais de passation de marchés démesurés. Hors, le PTBA 2014 reprenait en son sein toutes les activités proposées dans les 114 MP ce qui contextualise le faible taux d'exécution physique. Le fort taux d'exécution financière s'explique partiellement par l'appui aux ex-combattants au travers de la convention avec l'ADDR. Ainsi, 1 428 / 2 000 personnes ont bénéficié

des appuis du projet pour la réinsertion dans le secteur agropastoral. Cette activité à elle seule constitue 32% du montant décaissé sur le PTBA 2014 au 30 novembre 2014 (contre un poids sur le taux d'exécution physique de 2% uniquement). Cela explique les motivations poussant à une adaptation des méthodes de calcul des taux de réalisation physique avec pondération par activité (voir recommandation ci-dessous).

12. En date du 31 décembre 2014, les prévisions des taux d'exécution physique sont de 35,07% pour le PTBA 2014 et de 31,53% comme taux global. Pour les projections en termes d'exécution financière en fin d'année les chiffres obtenus sont en fin novembre 2014 sont très peu susceptibles de varier.

13. Le PTBA initial de 2014 s'élevait 4 077 787 080 FCFA dont : 3 928 059 493 FCFA/FIDA (96,33%), 98 790 000 FCFA/Etat (2,42%) et 50 937 587 FCFA/Bénéficiaires (1,25%). Après avoir revu à la baisse à plus de 36 % en juin, le montant total de ce PTBA révisé se chiffre à 2 592 965 792 FCFA dont : 2 319 370 726 FCFA/FIDA (89,45%), 248 409 154 FCFA/Etat (9,58%) et 25 185 912 FCFA/Bénéficiaires (0,97%). Au 30/11/13, les réalisations sont de 1 702 846 230 FCFA, soit un taux d'exécution de 65,67%.

14. La stratégie de mise en œuvre du PROPACOM est basée sur le financement de microprojets formulés par les OPA. Ainsi, au titre de l'appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles, la plupart des activités prévues dans le PTBA 2014 ont concerné l'exécution des microprojets de production directe de maïs, la réalisation d'études techniques et le démarrage des travaux de réhabilitation ou d'aménagements hydro-agricoles notamment pour les microprojets de production rizicole ou maraichère.

15. Globalement, toutes filières confondues, il ressort que le processus de sélection des microprojets de 2013 a été plus long que prévu. En outre, l'élaboration et la signature des 1^{ers} accords de financement ne sont intervenues qu'en fin avril 2014. Par la suite, le processus de passation des marchés a connu des lourdeurs et entraves qui n'ont pas permis de respecter les délais réglementaires. En outre, de nombreux appels d'offres sont revenus infructueux et ont dû être relancés. Pour toutes ces raisons, les études et les premiers chantiers d'aménagements/réhabilitation des sites programmés en 2014 n'ont réellement démarré qu'en fin novembre 2014.

16. Afin d'éviter dans le futur de tels retards, la mission a attiré l'attention de l'UCP sur la nécessité de suivre les dispositions réglementaires du code des marchés publics, de raccourcir en interne les périodes d'analyse et d'approbation des marchés. La mission rappelle que selon le code de passation des marchés, la COJO, chargée d'évaluer les offres suite à la transmission du rapport d'analyse, peut valablement siéger en présence d'au moins trois membres dont l'autorité contractante. Si ce quorum n'est pas atteint, la séance est reportée à une date déterminée d'un commun accord. Cette deuxième séance doit se tenir dans les huit jours qui suivent la date du report. Lors de cette deuxième réunion, la Commission est valablement réunie avec la présence d'au moins deux de ses membres, dont nécessairement l'autorité contractante.

17. Au titre de la **valorisation et de la mise en marché des produits**, les résultats de l'étude sur les innovations technologiques de conservation, conditionnement et transformation des produits maraichers et de l'état de la valorisation des produits vivriers (maïs, riz et cultures maraichères) ont été présentés lors d'un atelier de restitution. La promotion de ces résultats sera également intégrée dans le mandat des structures chargées de l'appui-accompagnement des OPA. Les systèmes d'information de marchés (SIM) existants dans la zone du projet ont fait l'objet d'une évaluation. Cette étude recommande un appui spécifique au SIM du BVP et à celui du RONGEAD. Sur la base des appuis prévus aux OPA en matière de commercialisation, des rencontres seront engagées avec ces structures pour définir les axes de collaboration.

18. **Dans le domaine de la transformation des produits vivriers**, le processus d'acquisition des équipements a été initié. Toutefois, pour les appels d'offres lancés avec succès, la livraison des équipements et des matériels ne peut intervenir qu'en 2015. La construction de bâtiments de mini-rizeries est en phase de démarrage.

19. **En ce qui concerne l'appui à la commercialisation**, l'expérience menée avec le Bureau de Vente des Producteurs (BVP) pour la commercialisation de la production de maïs de 2013 pour la Vallée du Bandama n'a pas atteint les résultats escomptés. Pour 2014, les actions prévues visent à

favoriser les ventes groupées et à promouvoir des relations commerciales entre les acteurs de la filière maïs.

20. Plus généralement, concernant les filières maïs et maraichères, les actions programmées pour le court terme prévoient de renforcer les actions de sensibilisation, de mise en relation des principaux acteurs pouvant favoriser la mise en place de plateformes départementales ou régionales de concertation/filière.

21. **Dans le domaine des infrastructures marchandes**, il est prévu la construction de magasins de stockage, de hangars et des centres de groupage. Les marchés de ces travaux doivent être suivis avec rigueur pour un démarrage rapide.

22. **Concernant la professionnalisation des OPA**. La version provisoire de l'étude-diagnostic des OPA du secteur vivrier en activité sur les filières ciblées par le PROPACOM et le PROPACOM Ouest et l'inventaire des prestataires de services a été restituée à l'UCP le 27 novembre 2014. La version finale est attendue pour mi-janvier 2015, après le retour du consultant sur le terrain.

23. Les résultats attendus de cette étude sont importants pour un meilleur ciblage des domaines d'appui et de renforcement des capacités des OPA, mais aussi pour l'identification des principales contraintes à l'émergence d'OPA autonomes et indépendantes, ainsi que les domaines d'appui-accompagnement.

24. Au titre de la **coordination-gestion et du suivi-évaluation**, l'antenne de Bouaké a été formellement installée. Le recrutement du personnel complémentaire doit être accéléré pour permettre à toutes les antennes d'être fonctionnelles dès début janvier 2015. De même, les démarches pour la création de la régie et la nomination du régisseur de l'antenne de Bouaké sont en cours.

25. Le manuel des procédures du système de suivi-évaluation a été validé avec l'ensemble des partenaires et prestataires et son informatisation est en cours. Des dispositions urgentes doivent être prises pour achever le paramétrage et la saisie des données relatives aux exercices échus.

C. Produits et effets

26. **Ciblage des bénéficiaires**. En 2013, près 114 micro-projets ont été approuvés au bénéfice de 114 OPA sur la base d'un mécanisme transitoire de sélection en attendant de disposer d'un manuel de procédures de financement des micro-projets. Cela a permis ainsi aux CRC de sélectionner 114 micro-projets qui ont été financés en 2014 (11 dans la Vallée du Bandama, 25 dans les Savanes et 78 dans le Zanzan). Les domaines d'appui sont : la production (riz, maïs et cultures maraichères) ; les aménagements hydro agricoles, l'équipement en matériels agricoles et post-récolte, et la mise en place d'infrastructures marchandes. En 2014, le même mécanisme a permis de sélectionner 57 microprojets (incluant les mêmes domaines qu'en 2013 plus un microprojet de transformation de produits maraichers) au bénéfice de 57 OPA.

27. **La Stratégie de communication ciblée** en direction des femmes et des jeunes en milieu rural est disponible depuis Aout 2014. L'élaboration de cette stratégie provient de la nécessité de disposer d'une stratégie de Communication pour le Changement des Normes Sociales et des Comportements (CCNSC) ciblée en direction des femmes et des jeunes en milieu rural, afin de favoriser le niveau d'appropriation du projet, dans le but de susciter la demande.

28. L'objectif visé par la stratégie de communication est de : (i) faciliter aux femmes et aux jeunes l'accès à l'information sur le PROPACOM, (ii) les aider à mieux s'organiser en vue de bénéficier des appuis du projet et améliorer ainsi le revenu des populations. In fine, le projet vise à garantir durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones du projet à travers la réalisation de microprojets viables.

29. Pour ce faire, la stratégie envisagée consiste à faire une large vulgarisation et une diffusion adéquate sur toute la zone du projet, des informations exhaustives sur le PROPACOM; notamment des informations sur les principes, les critères et les avantages, ainsi que des informations sur ses structures d'animation, ses activités et ses appuis. Pour ce faire, trois axes stratégiques de communication sont privilégiés: i) la Communication pour le Changement de Comportement (CCC), ii) la Mobilisation Sociale/Communautaire (MC/C) et iii) le Plaidoyer à la base/Partenariat (P/P).

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

30. **Production de semences R1 de riz.** Dans le cadre d'une synergie d'actions, les besoins du PROPACOM devraient être couverts par les stocks 2013 du PRAREP (60 tonnes nettes). Il n'a donc pas été initié de production de semences R1 de riz.

31. **Production de semences de maïs.** En 2013, L'UCP a fait produire des semences R1 de maïs à partir de 4,2 tonnes de semences de base. La production obtenue est de 250 tonnes de semences R1 brutes. Sur cette quantité, 81,89 tonnes de semences R1 de maïs ont été collectées et convoyées à l'ONDR pour traitement. La quantité de semences rachetée auprès des producteurs semenciers est de 60,024 tonnes pour un montant global de 23 109 085 FCFA. Le reste soit 21,87 tonnes constitue le remboursement des intrants fournis aux semenciers en 2013. Les analyses ont été effectuées au laboratoire par le LANASEM. Au 31/10/14, l'UCP dispose de 24,4 tonnes de semences certifiées R1 de maïs stockées dans les entrepôts de l'ONDR après avoir distribué le reste pour la production de masse en 2014.

32. En 2014, dans le cadre de la synergie et de la complémentarité d'actions entre les projets WAAPP et PROPACOM-PRAREP, il a été convenu que le PROPACOM se retire de l'activité de production de semences R1 sous réserve que ses besoins soient pris en compte dans le dispositif du WAAPP. Pour cette raison, les activités liées aux appuis aux OPA pour la production de semences R1 certifiées de riz irrigué et de maïs ont été retirées du PTBA 2014.

33. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz.** L'objectif global du PROPACOM est d'apporter un appui à l'exécution des microprojets sur 2 400 ha de sites aménagés/réhabilités. En 2013 et en 2014, il n'y a pas eu de production rizicole car l'exécution de microprojets de production de riz est en général précédée d'études et de travaux d'aménagement/réhabilitation de bas-fonds. Compte tenu des délais de passation des marchés et de réalisation des travaux d'aménagement ou de réhabilitation, la production rizicole ne va démarrer qu'en 2015.

34. Les marchés pour la réalisation des études et 5 chantiers de travaux approuvés ou en cours d'approbation sont lancés depuis fin novembre 2014. Les études portent sur 1 088 ha et les travaux sur 888 ha. Les appuis directs (intrants) à la production rizicole seront apportés à la fin des travaux courant juin 2015 pour le cycle pluvial.

35. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de maïs.** L'objectif global du PROPACOM est d'apporter un appui à l'exécution des microprojets de production de 4 500 tonnes de maïs sur 3 000 ha. Au 31/10/14, les microprojets instruits ont permis à 45 OPA d'emblaver 1 998 ha pour une production de maïs estimée à 2 400 tonnes. Ces superficies ont été mises en place par 2 374 exploitants dont 454 femmes : 709 exploitants pour l'antenne de Bondoukou (375 femmes), 723 exploitants pour l'antenne de Bouaké (36 femmes) et 942 exploitants pour l'antenne de Korhogo (43 femmes).

36. Ces productions ont nécessité la livraison aux OPA de 313 300 kg de NPK, 200 000 Kg d'Urée et 1 219 litres d'herbicide. L'acquisition de ces intrants a été financée à 100% par le PROPACOM. Conformément aux termes des accords de financement, les OPA ont l'obligation de reconstituer la valeur de ces intrants dans un compte bancaire dédié. Des structures d'appui-conseil ont été recrutées pour encadrer le fonctionnement le mécanisme de reconstitution du fonds intrants. Les récoltes seront achevées en janvier 2015.

37. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production maraîchère.** L'objectif global du projet est d'aménager 90 ha au système d'irrigation goutte à goutte. La production se fera sur 19,6 ha provenant des sites PPMS (ramenés à 15,6 ha après le retrait des 4ha de Kpato) et sur 19 ha à aménager au système d'irrigation goutte à goutte et provenant des CRC de 2013.

Mécanisation agricole

38. Le projet prévoit l'appui au financement de microprojets d'équipement de mécanisation agricole portant sur 120 motoculteurs et de 100 vanneuses-batteuses. Au terme des CRC de 2013, les besoins exprimés par les OPA se sont établis à 14 motoculteurs et de 7 vanneuses-batteuses. Le marché pour la fourniture de ces motoculteurs et vanneuses-batteuses est revenu infructueux. Il sera relancé avec les besoins consolidés de 2013 et de 2014 et éventuellement les besoins de 2015..

Appui-conseil et formation

39. **Formation et Encadrement des producteurs.** Quatre structures d'appui-conseil ont été recrutées pour former et encadrer les producteurs dans la mise en œuvre de microprojets de riz, maïs et cultures maraichères. Pour 2014, seuls les producteurs de maïs ont bénéficié d'encadrement en attendant le démarrage des productions rizicole et maraichère. Les structures d'appui-conseil ont procédé à la formation des conseillers endogènes. Ces derniers ont à leur tour répliqué la formation in situ en présence des techniciens agricoles sur certaines parcelles de démonstration.

40. Au 30/11/14, le nombre d'exploitants de maïs formés in situ était de 1 457 (dont 622 femmes) soit 420 exploitants pour l'antenne de Bondoukou, 372 exploitants pour l'antenne de Bouaké et 665 exploitants pour l'antenne de Korhogo.

41. **Restauration de fertilité des sols.** L'étude pour évaluer les systèmes de production et proposer des actions qui permettent de minimiser les apports en engrais minéraux est en cours d'exécution. Le rapport provisoire est remis et fera l'objet d'une restitution en janvier 2015.

42. **Appui à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil.** L'activité concerne le suivi et l'évaluation de la convention ADDR relative à la réinsertion de 2 000 ex-combattants et de 500 jeunes des communautés d'accueil. Le MINAGRI et l'UCP assurent le suivi-évaluation externe de cette convention. Dans ce cadre la 1^{ère} mission de supervision a eu lieu du 16/09/14 au 04/10/14.

43. Au 20/09/14, un effectif de 1 635 ex-combattants ont été profilés pour être formés dans le domaine de l'agropastoral et métiers connexes dont 252 en agriculture, 505 en élevage, 10 en transformation, 129 en transport, 739 en commerce. A la même date, 1 483 bénéficiaires ont été effectivement formés et 463 bénéficiaires sont en formation. Concernant le programme de réinsertion, 1 428 ex-combattants ont été installés.

44. Pour les 500 jeunes des communautés d'accueil, en lieu et place de l'installation des jeunes initialement prévue, l'appui portera plutôt sur des projets communautaires au bénéfice des villages d'accueil des ex-combattants à raison de 5 villages par Région. En effet, il s'est avéré plus pertinent de leur faire bénéficier de projets communautaires que de projets individuels destinés à des jeunes étant donné qu'à l'examen des informations recueillies par les structures d'exécution, les critères de sélection/ciblage poseraient plus de problèmes en termes de menace de la cohésion sociale.

45. Des consultants ont été recrutés pour évaluer les besoins et définir les critères de sélection des microprojets dont le coût maximum ne devrait pas dépasser trois (03) millions de FCFA par projet. Un comité local ad hoc présidé par le Préfet de Région fera la sélection des micro-projets à financer.

46. Au 20/09/14, une liste de 20 projets communautaires du District des Savanes (10/Bagoué, 5/Poro et 5/Tchologo) a été dressée et sera soumise à l'approbation de chaque comité local concerné. Les domaines d'activités concernés sont l'appui direct à la production (intrants/matériels agricoles), l'aménagement/réhabilitation de sites rizières/maraichers, la transformation de produits agricoles et le transport de marchandises.

Aménagements hydro-agricoles

47. Les activités concernent : (i) les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato, (ii) l'identification des sites rizières et maraichers; (iii) la réhabilitation ou l'aménagement de périmètres rizières; (iv) l'aménagement de sites maraichers irrigués au système goutte à goutte (v) la réalisation d'études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizières et maraichers (vi) l'achèvement des travaux des sites maraichers du PPMS ; (vii) le renforcement des capacités des bénéficiaires à l'entretien et à l'exploitation des aménagements.

48. **Réhabilitation du barrage de Kpato.** Les travaux consistent en : réhabilitation de la digue du barrage, pose de canalisations, fourniture d'une motopompe, construction d'un magasin de stockage et création d'une piste d'accès. Au 31/10/14, le taux d'exécution des travaux est d'environ 90%. La réhabilitation de la digue, la construction du magasin et l'ouverture de la piste d'accès sont achevées. Les canalisations sont posées et réceptionnées après la réalisation des essais d'étanchéité. La motopompe n'a pas encore été livrée et certaines imperfections relevées par le COP lors de sa visite du chantier sont à reprendre après une évaluation par un expert externe très prochainement.

49. **Réhabilitation ou aménagement de périmètres rizicoles** : Au terme du processus de sélection des microprojets à financer en 2014, les CRC ont approuvé 22 requêtes de financement relatives à des aménagements ou réhabilitations de périmètres rizicoles. Les marchés pour la réalisation de 5 chantiers de travaux approuvés ou en cours d'approbation seront lancés avant la fin de l'année. Les travaux porteront sur 888 ha.

50. **Etudes techniques de périmètres rizicoles et maraichers**. Suite aux sessions des CRC, environ 1 100 ha de périmètres rizicoles devraient faire l'objet d'études techniques préalables. Les marchés pour la réalisation desdites études approuvés ou en cours d'approbation seront lancés avant la fin de l'année. Elles portent sur 1 088 ha.

51. **Aménagement de périmètres maraichers au système d'irrigation goutte à goutte**. Les études portant sur l'aménagement de 19,6 ha de 4 sites maraichers de l'ex-PPMS (y compris le périmètre de Kpato) au système d'irrigation goutte à goutte sont achevées. Toutefois, pour le DAO en vue de la réalisation des travaux, la superficie a été ramenée à 15,6 ha, en raison du retrait provisoire des 4 ha du site de Kpato. Ce Dao revenu infructueux a été relancé. A la suite d'une visite du site le 10 juillet 2014, le Comité d'Orientatation et de Pilotage du PROPACOM a recommandé de réaliser des études et travaux complémentaires pour améliorer la qualité des installations en vue d'une bonne utilisation de l'ouvrage par les producteurs.

52. Au titre des microprojets sélectionnés et approuvés en 2013, les études portant sur 19 ha à aménager au système d'irrigation goutte à goutte ont démarré en fin novembre 2014. L'entreprise sélectionnée pour réaliser lesdites études assurera ultérieurement le contrôle de travaux.

53. Au titre des microprojets 2013, les études portant sur 19 ha à aménager au système goutte à goutte sont prévues pour démarrer avant la fin de l'année 2014. L'entreprise sélectionnée pour réaliser lesdites études assurera ultérieurement le contrôle de travaux.

54. **Achèvement des sites de l'ex-PPMS**. Les travaux d'achèvement de 7 sites ont fait l'objet de marchés approuvés. Les travaux démarreront avant la fin de l'année 2014. les marches pour le contrôle de ces travaux sont en cours d'approbation. La superficie exploitable sur ces sites est de 16,8 ha dont 10,5 ha pour l'antenne et 6,3 ha pour l'antenne de Bouaké.

55. Le solde des sites PPMS (soit 17 sites) fait l'objet d'études d'actualisation pour une superficie exploitable de 39 ha. Les marchés de ces études sont en cours d'attribution. Il s'agit de 13 sites à Korhogo (26,7 ha) et 4 à Bouaké (12,3).

56. **Construction de pistes d'accès**. Les études techniques et travaux relatifs à ces pistes seront réalisés par les mêmes prestataires en charge de la réalisation et du contrôle des périmètres irrigués concernés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Planifier la réalisation des études d'identification et les études techniques des sites de telle sorte à disposer des résultats au plus tard en octobre de chaque année pour servir à l'élaboration du PTBA de l'année suivante. (*)	RIR/RPM	Continu

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers

La filière rizicole

57. **Les mini-rizeries**. Dans le cadre du programme d'urgence riz PPMS une convention avait été signée avec l'ONDR en vue de l'acquisition de 7 unités de mini-rizeries et la construction des bâtiments devant abriter ces unités. Ces mini-rizeries devaient être installées dans les départements de Korhogo, Ferkessédougou, Boundiali, Sakassou, Bouaké, Katiola et Béoumi. Le PRAREP a achevé en 2014 la mise en place de 3 mini-rizeries à Korhogo, Katiola et Ferkessédougou (voir aide-mémoire PRAREP), et leur mise en exploitation par des entreprises de type ESOP (Entreprises de Services et Organisations de Producteurs).

58. Sur financement PROPACOM les marchés de travaux pour les bâtiments des mini-rizeries de Béoumi et de Bouaké sont en cours d'attribution et les travaux devraient être achevés fin Aout 2015. Pour la mini-rizerie de Bondoukou, qui est déjà doté de bâtiments, le PROPACOM financera

seulement la mise en place des équipements et le raccordement électrique. Après la réception de ces différents travaux un contrat sera passé avec un opérateur pour mettre en place des entreprises pour ces 3 mini-rizeries.

59. La mission de supervision propose d'appuyer encore pour une année les trois ESOP financées par le PRAREP afin qu'elles consolident leur fonctionnement et obtiennent un crédit bancaire pour les fonds de roulement nécessaires au développement de l'activité des entreprises.

60. La mission préconise aussi qu'une évaluation des performances des mini-rizeries en activité soit réalisée à la fin de l'année 2015. Cette évaluation permettra de programmer pour les années suivantes l'installation d'autres unités prévues dans le PROPACOM et d'améliorer si besoin le business model mis en œuvre.

61. **Les plateformes départementales ou régionales.** Au cours de l'année 2014 le PROPACOM a cherché à organiser les producteurs de riz de la Vallée du Bandama dans un cadre de concertation entre OPA afin d'obtenir, entre autres, un prix de vente minimum du paddy auprès des commerçants. Parallèlement ce dernier semestre l'ONDR a mis en place dans plusieurs départements de la zone du projet des « plateformes des acteurs de la filière rizicole ». Suite aux premières réunions ces plateformes ont pour certaines déjà signé un document sur le statut et le règlement intérieur, et élu les membres du bureau exécutif. Ces plateformes constituent naturellement un lieu de dialogue entre acteurs de la filière pour améliorer la transformation et la commercialisation du riz local. Néanmoins, la mission a pu constater que les membres de ces nouvelles plateformes n'avaient pas encore d'idées claires sur les activités à mener. L'expérience de la plateforme de Gagnoa montre que la mise en place d'une organisation interprofessionnelle prend du temps, suppose une forte implication des différents acteurs, et demande, dans un premier temps, des appuis importants de renforcement des capacités aussi bien organisationnelles que juridiques.

62. En conséquence, la mission propose que l'appui à la transformation et à la commercialisation du PROPACOM s'inscrive dans la dynamique des plateformes départementales ou régionales. A cette fin, la mission propose que le PROPACOM, en concertation avec l'ONDR, renforce la capacité de ces plateformes en recrutant un ou des opérateurs pour encadrer 6 plateformes au maximum par des appuis organisationnels, juridiques et formation.

La filière maïs

63. En 2013, le projet s'est concentré sur les problèmes de commercialisation avec l'aide d'un opérateur, le BVP pour des résultats très mitigés. Pour 2014, des contacts ont été pris avec des acheteurs potentiels à Abidjan, Bouaké et Yamoussoukro pour définir les modalités de vente du maïs (quantité, qualité, prix, etc.). La récolte étant encore en cours, les contrats de vente ne pourront éventuellement être envisagés qu'en Janvier 2015.

64. Les équipements pour la transformation du maïs (moulin, égreneuses) identifiés dans les microprojets et approuvés par les CRC ne seront distribués qu'en 2015, du fait des délais d'acquisition et de mise en place des équipements (seuls les sacs pourront être distribués en décembre 2014). En outre, la construction de magasins prévus en 2015 pour le maïs permettra de regrouper plus facilement la production et de mieux s'adapter aux fluctuations des prix du maïs.

65. La filière maïs est actuellement en mutation avec la mise en culture par les agro-industries de grandes surfaces de productions industrielles et de mise en place d'un système de « contract farming » avec les OPA. Ainsi le PROPACOM devrait développer une stratégie visant au renforcement d'OPA produisant du maïs à proximité des sites de production avicole et des unités industrielles de transformation. Ceci suppose des OPA ayant un large accès au financement pour leur besoin en fonds de roulement (crédit pour l'achat d'intrants) et bénéficiant d'infrastructures de séchage et de stockage adéquates. Le PROPACOM a ici un rôle stratégique à jouer dans l'appui à la contractualisation des OPA les plus performantes avec les industries utilisatrices de maïs. Des contrats pourront aussi être promus avec les commerçants de gros qui exportent vers les pays sahéliens.

La filière maraîchage

66. Les activités en aval de la production ont été très limitées dans la mesure où les aménagements et équipements de production (goutte-à-goutte) n'ont pas encore été installés. L'étude

réalisée en 2014 « répertoire des innovations technologiques » a bien recensé les technologies utilisées mais ne propose pas de nouvelles techniques ou équipements innovants pour la transformation des produits que le projet pourrait diffuser. Après la mise en place des systèmes de goutte-à-goutte, un des enjeux du projet sera de programmer la production maraîchère pour étaler le plus possible les périodes de mise en marché.

Le système d'information sur les marchés (SIM)

67. La précédente mission de supervision avait recommandé de signer avec le SIM désigné par l'étude préalable une convention pour diffuser les prix du riz, maïs et produits maraîchers, et établir des contacts commerciaux entre acheteurs et producteurs. Les conclusions de l'étude ne sont pas partagées par l'ensemble de l'équipe du projet et il a été décidé de continuer la réflexion sur la stratégie à suivre pour arriver à une décision au cours du premier trimestre 2015.

Nouvelles conditions de financement et de participation aux coûts des équipements

68. La mission a pu constater que de nombreux responsables d'OPA ne connaissaient pas les nouvelles conditions de financement et de participation aux coûts des équipements. Ces règles étant relativement nouvelles en milieu rural, la mission préconise de produire des supports d'information clairs sur les conditions d'accès aux équipements, et de les vulgariser auprès des OPA. De plus, pour élargir le choix des équipements demandés par les OPA, il est proposé de présenter aux OPA un catalogue détaillé et complet des différents équipements² de transformation disponibles ainsi que leurs prix. De même, au moment de la formulation des microprojets la mission propose que les OPA choisissent le mode de gestion utilisée pour l'exploitation des équipements (en régie, en leasing etc.) afin que le PROPACOM mette en place des appuis adaptés au mode de gestion choisi.

Organisations Professionnelles Agricoles

69. **Diagnostic des OPA.** Les résultats provisoires de l'étude-diagnostic des OPA du secteur vivrier et l'inventaire des prestataires de services et de renforcement des capacités dans les zones du PROPACOM et du PROPACOM Ouest ont été restitués. Le rapport provisoire est attendu pour mi-décembre 2014.

70. **Renforcement des capacités des OPA et des CGA.** Le renforcement porte sur l'appui à la structuration et à la gestion des OPA. Des prestataires ont été recrutés pour l'appui-accompagnement des OPA bénéficiaires de micro-projets sélectionnés en 2013 de 6 Régions (Poro, Tchologo, Bagoué, Gbêké, Hambol, Bounkani). Les marchés sont en cours d'approbation. Pour les OPA de la Région du Gontougo, le marché revenu infructueux a été relancé le 28/10/14.

Alphabétisation fonctionnelle des membres des OP

71. Dans le cadre du PRAREP, près de 450 personnes sur un objectif initial de 300 ont été sélectionnées dans 16 localités pour démarrer la phase de dispense de cours. Ces personnes, en majorité des femmes (70%) sont pour la plupart membres d'OPA. Sur les 36 alphabétiseurs endogènes identifiés, une liste de 18 a été validée pour la dispense des cours. Une liste d'attente de 967 personnes profilées a été établie. Etant donné que le PRAREP s'achève le 31/12/2014, la mission recommande que cette activité soit prise en charge par le PROPACOM via un avenant du marché y afférent ainsi que du protocole avec la direction autonome d'alphabétisation et de l'éducation non formelle pour changement d'autorité contractante. Elle recommande également que l'alphabétisation démarre au plus tard en janvier 2015 tel que programmé.

² Même si ces équipements ne sont pas prévus dans le document de projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre sur une année supplémentaire l'appui aux 3 mini-rizeries ESOP mises en place par le PRAREP	UCP	Janvier 2015
Réaliser une étude sur les performances et contraintes des mini-rizeries déjà en fonctionnement.	UCP	Novembre 2015
Choisir un opérateur pour l'appui à 6 plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz.	UCP	Janvier 2015
Fournir, en étroite collaboration avec l'ONDR et le plus rapidement possible, un appui destiné à opérationnaliser les plateformes	UCP /ONDR/ CPA/ CTC	Février 2015
Informar toutes les OPA des nouvelles conditions d'obtention des équipements en utilisant des supports d'information adaptés	UCP/ COPA	Janvier 2015
Présenter aux OPA un catalogue le plus complet possible des différents équipements de transformation disponibles et conseiller les coopératives pour choisir un mode de gestion des équipements (leasing etc.)	UCP /CTC (Chargé de la transformation et de la commercialisation)	Juin 2015
Signer un avenant du marché afférent à l'alphabétisation ainsi que le protocole y afférent avec le Service autonome d'alphabétisation et d'éducation non formelle pour changement d'autorité contractante.	UCP/ RAF/	Février 2015

Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

72. **Orientation et pilotage du projet.** La 4^{ème} session annuelle ordinaire du COP s'est tenue les 10 et 11 juillet 2014 à Bouaké. Les travaux en salle de cette session ont été précédés d'une visite des travaux de réhabilitation du barrage de Kpato. A la suite de cette visite, le Comité d'Orientation et de Pilotage a recommandé de réaliser des études et travaux complémentaires et de confortatifs pour améliorer la qualité des installations en vue d'une bonne utilisation de l'ouvrage par les producteurs. Ces améliorations seront prises en compte dans le PTBA 2015 qui sera validé par la prochaine réunion du COP prévue le 22 décembre 2014.

73. **Sessions annuelles ordinaires des CRC (Comité Régional de Concertation).** Ces sessions ont eu lieu en septembre-octobre dans les trois antennes du Projet. A l'issue de ces CRC un total de 64 microprojets ont été sélectionnés pour l'exercice 2015 dont 21 pour Bondoukou, 12 à Bouaké et 31 à Korhogo. La représentation des représentants des filières au sein des CRC a été également discutée et il a été recommandé prendre des arrêtés préfectoraux de nomination des membres statutaires du CRC sur la base des mandats délivrés par les organes décisionnels de ces filières.

74. **Mise en place d'une cellule ad hoc d'appui technique à l'UCP pour faire sortir le PROPACOM des projets à risque.** La première réunion de cette cellule a eu lieu du 3 au 5 novembre 2014. Au cours de cette réunion la cellule a passé en revue les délais des phases du processus de passation des marchés et l'organisation du travail qui constitue les principales contraintes à la bonne exécution du PTBA. Cette revue a permis de faire des propositions pour mieux organiser et planifier le travail en vue de réduire et maîtriser les délais de passation de marché. Concernant le PTBA 2015, la cellule a recommandé de rattraper les retards accusés et prioriser la mise en œuvre des microprojets sélectionnés en 2013 et 2014. La prochaine réunion de la cellule est prévue en janvier 2015.

75. **Restitution des études réalisées.** Le PROPACOM a financé la réalisation de plusieurs études (étude sur les besoins financiers, diagnostic des OPA, évaluation des SIM, valorisation des produits agricoles, répertoires des technologies, etc.). La mission constate que certaines de ces études n'ont pas été restituées. Il conviendra d'y remédier en organisant des ateliers de restitution, de validation et de partage des résultats de ces études élargie à toutes les parties prenantes, les bénéficiaires, les autres projets de développement et partenaires au développement, des experts. Ceci permettra d'améliorer et consolider les résultats et prendre de manière participative des orientations pour leur mise en œuvre.

Mesures Convenues	Responsabilités	Dates convenues
Transmettre le PTBA et le PPM 2015 à l'approbation du FIDA sans délai aussitôt après l'approbation par le COP	Coord/ /UCP	15/01/ 2015
Veiller à la prise des arrêtés préfectoraux de nomination des représentants des filières ciblées au CRC	DRA/ Chefs d'Antennes	immédiat
Faire désormais la restitution et le partage des résultats de <u>toutes</u> les études réalisées avec les différentes parties prenantes (les bénéficiaires, les autres projets, les partenaires au développement, l'UCP etc.).	Coord/UCP	Continue

PTBA 2015

76. **Mission de revue à mi-parcours.** En tenant compte des énormes retards pris au niveau de la mise en œuvre du PROPACOM depuis son entrée en vigueur en mars 2013, la mission propose de programmer la mission de revue à mi-parcours en 2016 (initialement prévue pour 2015). En effet, il est peu probable que le projet puisse démontrer des résultats probants dans le courant de ce qui est véritablement la première année de mise en œuvre du projet (à savoir 2015).

77. Planification de l'exécution du PTBA 2015. La mission suggère à l'UCP et aux antennes d'organiser un atelier d'une semaine pour préparer tous les TDR et DAO relatifs aux micro-projets approuvés aux CRC de 2014 qui figurent dans le PTBA 2015. A la suite duquel une DANO avec tous les TDR/DAO et leur chronogrammes d'exécution ainsi qu'un plan de passation des marchés prévisionnel seront envoyés au FIDA ce qui devrait accélérer l'exécution et donc l'atteinte de résultats tangibles sur le terrain.

78. **Session extraordinaire du COP après CRC.** La mission recommande à l'UCP de tenir une session extraordinaire du COP début mars à la suite des CRC de février afin de soumettre à la non-objection du FIDA la **prise** en compte des nouveaux micro-projets sélectionnés à l'issue des premiers cadres régionaux de concertation de l'année. Il reste vrai que ces micro-projets nouvellement sélectionnés feront partie intégrante de la revue à mi-parcours du PTBA 2015 ceci étant dit, cette disposition permettra aux OPA de bénéficier des appuis du projet plus rapidement dans le courant de l'année.

79. **Extension du PROPACOM à l'Ouest.** Afin de permettre un démarrage rapide des activités du PROPACOM à l'Ouest, le Ministère de tutelle est invitée à prendre toutes les dispositions nécessaires pour finaliser le processus de recrutement des cadres des 2 nouvelles antennes prévues à l'Ouest (à Man et Séguéla) ainsi que répondre aux autres conditions préalables au premier décaissement non encore satisfaites, à savoir:

- L'Arrêté portant création du Comité d'orientation et de pilotage (COP) du Projet unique et commun au PROPACOM et au PROPACOM-extension Ouest est pris par l'Agent principal du Projet ;
- L'Arrêté portant création des Cadres régionaux de concertation (CRC) dans la région concernée par l'extension géographique à l'ouest est pris par l'Agent principal ;
- Le Coordonnateur, le Responsable administratif et financier et le Responsable suivi-évaluation sont confirmés par Arrêté de l'Agent principal ;
- Le manuel des procédures financières, administratives et comptables, le manuel d'exécution du Projet et le manuel de Suivi et Evaluation (S&E) sont ajustés en tenant compte de l'extension géographique et approuvés par le Fonds.

80. En **prévision** de la sélection des premiers micro-projets sur la zone Ouest, la mission propose d'organiser un CRC début juin 2015 (afin d'inclure les micro-projets sélectionnés lors de la révision à mi-parcours du PTBA 2015) dans les régions couvertes par les antennes de Man et Séguéla et ce afin de commencer les activités de mise en œuvre de micro-projet avant la fin de 2015.

81. En vue d'accélérer l'opérationnalisation des antennes et de leurs personnels dans la zone Ouest, la mission recommande l'UCP de faire preuve de proactivité et d'imagination afin de limiter l'inactivité du personnel nouvellement recruté. Ainsi, le recours à la location de pick-up en attente de la livraison des véhicules commandés sera envisagé pour les cadres des antennes de Man et Séguéla. Cette disposition les rendra opérationnel dès leur recrutement afin de mener à bien les

campagnes de sensibilisation et le potentiel recrutement d'un opérateur pour accompagner les OPA à soumettre leur proposition de micro-projet.

82. **Contribution des bénéficiaires à l'achat de matériel.** Avec le démarrage du PROPACOM-extension Ouest et la considération des nouveaux mécanismes de contribution des bénéficiaires à l'achat de matériel, la mission recommande à l'UCP que les prochaines campagnes de sensibilisation diffusent les nouveaux taux de contribution des bénéficiaires à savoir 30% financé par le projet, 10% par le bénéficiaire et le projet aidera le bénéficiaire à trouver le reste (60%) auprès d'une institution financière.

Manuel de financement des microprojets

83. La mission a saisi l'opportunité de participer à la séance de restitution provisoire du manuel de financement des micro-projets et a pu apprécier le travail de qualité abattu par le bureau d'étude chargé de cette tâche. Les débats ayant suivi la présentation du manuel ont mis en exergue la qualité de ce document. En effet, les dispositions décrites dans ce manuel feront office de manuel d'exécution de la partie prépondérante de gestion des micro-projets du Programme PROPACOM. La mission regrette cependant que les consultants n'aient pu travailler qu'à partir du document de conception de projet du PROPACOM en cours sans aucune référence aux nouvelles dispositions prônées dans le PROPACOM-extension Ouest qui donne le ton au Programme PROPACOM. Ainsi, la mission recommande de prendre les dispositions contractuelles nécessaires afin de prolonger le contrat du cabinet d'étude et les charger d'actualiser le manuel en fonction du document de formulation du PROPACOM-extension Ouest et cela afin d'avoir à disposition la version finale du manuel dans les meilleurs délais. Ce manuel ne sera pas figé et pourra faire l'objet de modification chaque fois que nécessaire.

84. **Soumission de demandes de micro-projet.** Durant la présente mission de supervision, de nombreuses **discussions** ont tourné autour de la possibilité pour une OPA de soumettre une ou plusieurs requêtes de financement à micro-projet. Il est ainsi apparu un besoin de statuer sur la question tout en restant dans l'esprit du PROPACOM-extension Ouest qui sous-tend à une professionnalisation et autonomisation des OPA soutenues. Au-delà des contraintes colossales en temps, énergie et ressources qu'impliquerait un scénario autorisant un nombre indéfini de soumission à financement de micro-projets, il serait contre-productif d'envoyer un signal de non appropriation de l'OPA de l'aide qui lui serait apportée. En effet, l'approche du Programme PROPACOM (à savoir les nouvelles directions stratégiques apportées par l'extension à l'ouest) préconise une approche de renforcement et de responsabilisation des OPA vis-à-vis de leur capacité à se prendre en charge de façon autonome. Ainsi, la mission suggère la possibilité de bénéficier d'un maximum de 2 financements de micro-projet (mise à part pour le renforcement des capacités). Ces 2 sélections se feraient en relation directe avec les deux composantes opérationnelles du projet à savoir 1) l'amont de la filière avec les aspects de production agricole et 2) l'aval au niveau de la transformation et valorisation de cette production.

85. Selon le schéma proposé, une OPA pourrait se voir attribuer un financement du PROPACOM pour son micro-projet (en bénéficiant d'un accompagnement comme décrit ci-dessous) en amont de sa filière dans la catégorie "Amélioration de l'offre des produits agricoles" (composante 1) et bénéficier à une seule reprise (en fonction des capacités et des besoins) a) des facteurs de production, b) de matériels de mécanisation et/ou c) d'aménagement hydroagricole. Tous ces services offerts par le projet sont accompagnés de mesures de reconstitution de fonds, de mise en place de fonds de roulement ou de maintenance ou de comité de gestion d'aménagement. Ces dispositions impliquent une responsabilisation de l'OPA qui devrait être capable de gérer ces avoirs et, à partir de ceux-ci, créer une marge de bénéfice suffisante qui l'a rendrait économiquement plus forte et, à terme autonome.

86. Le deuxième volet de cette proposition concerne l'aval des filières concernées avec un financement de micro-projet portant sur la catégorie "Valorisation et mise en marché" (composante 2) avec les services suivants: a) infrastructure marchande de transformation, b) infrastructure marchande de stockage et conditionnement, c) pistes agricoles et d) matériels et équipements. Comme décrit ci-dessus, il est indispensable que l'éligibilité d'un micro-projet en aval soit précédée d'une analyse approfondie des besoins de cette OPA en fonction de ses capacités de productions et des réalités économiques de la région dans laquelle elle se trouve et cela afin de ne pas augmenter une production de spéculation qui souffrirait d'un marché en saturation. Chacun des services

proposés dans cette catégorie "Valorisation et mise en marché" suppose logiquement une seule sélection de la part des CRC et chaque infrastructure et matériel ainsi acquis devra faire l'objet d'un comité de maintenance qui en assurera leur pérennité.

87. Au niveau des **activités** de renforcement des capacités proposées dans cette deuxième catégorie de services, certaines formations restent utiles indépendamment du niveau de maturité de l'OPA (structuration et accès au crédit) alors que d'autres plus adaptées aux besoins spécifiques d'OPA seront proposées par les celles-ci. Dans ce cas particulier et uniquement pour ce service, l'OPA pourra bénéficier de plusieurs financements de micro-projet de la part du PROPACOM.

88. C'est dans cette logique que la mission suggère la considération d'un maximum de 2 micro-projets (sauf formation) retenus pour financement par les CRC (production et/ou post-récolte) par OPA durant le cycle de vie du Programme PROPACOM.

89. **Accompagnement dans la préparation des demandes de micro-projets.** Fort des 3 cycles de CRC depuis fin 2013, l'UCP a pu dresser le bilan du mécanisme de financement des micro-projets et en identifier les faiblesses. Une d'elles réside dans le besoin d'accompagner les OPA dans la préparation des demandes de micro-projet. La mission a relevé que dans le cadre des précédents CRC, un manque flagrant de considération stratégique apparaissait ainsi, les critères de sélection de ces micro-projets ne portaient pas une attention suffisante aux capacités des OPA soumissionnaires de considérer les réalités régionales qui devraient également éclairer la sélection des micro-projets par ces CRC. Ainsi, la mission suggère le recrutement d'un opérateur par région qui porterait la responsabilité d'accompagner les OPA dans la préparation des demandes de micro-projet tout en évaluant les besoins réels de celles-ci en fonction de leur degré de maturité, la mesure dans laquelle ces micro-projets contribuent aux efforts du PROPACOM pour atteindre ses objectifs spécifiques de sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté et les capacités d'absorption du côté de la valorisation et du marché pour chacune des filières concernées. Afin de contextualiser le processus de sélection des micro-projets par les CRC, les DRA, en collaboration avec les DDA, la DEP et les antennes du projet, seront chargés de dresser un bilan sur les dynamiques agricoles des différentes filières (production et marché) au niveau régional et ce, deux fois par an avant la tenue des séances de CRC. Ce bilan permettra d'évaluer les impacts socio-économiques des micro-projets qui seront sélectionnés par les CRC. Ces 2 mécanismes d'accompagnement s'étendront de la préparation des propositions de micro-projets avec les OPA à la soumission de leurs demandes de financement accompagnés du bilan régional agricole à l'attention des CRC.

90. La mise en place des Plateformes Régionales de Coordination (PRC) dans le cadre de l'extension du PROPACOM à l'ouest et d'application dans toutes les régions du Programme PROPACOM, aidera les DRA, DDA et antennes régionales à dresser ce bilan qui revêt un rôle stratégique des plus importants. Ainsi, le rassemblement de tous les acteurs des filières gravitant autour des DRA mènera progressivement vers une compréhension plus approfondie et multidimensionnelle des dynamiques agricoles dans les régions concernées.

91. Cet accompagnement des OPA pour l'élaboration des microprojets consiste à aider les OPA à définir clairement leurs besoins, et à identifier l'investissement ou l'appui répondant à ses besoins. Cette identification doit se fonder sur une analyse de faisabilité technique, commerciale et financière visant à mieux comprendre ; (i) les processus de production et procédés techniques (procédés technique, capacité technique requise, la taille des équipements, les besoins en input, le calendrier de production et d'exécution des activités), (ii) l'environnement socio-économique des microprojets pour mieux appréhender les contraintes et potentialités du microprojet (tendances du marché, opportunités, contraintes) et faire les meilleurs choix en terme d'investissement et d'orientation stratégique. La construction du compte d'exploitation prévisionnel du microprojet permettra en outre de déterminer sa rentabilité minimum escomptée pour générer un bénéfice et ainsi garantir la pérennisation des activités.

92. **Clarification foncière dans la mise en œuvre des micro-projets d'aménagement.** Comme cela avait été élaboré dans le contexte de l'extension du PROPACOM à l'ouest, les questions foncières jouent un rôle déterminant dans le succès de financement des micro-projets portant sur les aménagements. Ainsi, la mission recommande qu'une section au sein du manuel de financement des micro-projets soit prévue et qui décrirait les critères de négociation pour les discussions à entreprendre entre l'exploitant et le propriétaire des terres concernées (le cas échéant) avec pour objectif une clarification foncière préalable à tout aménagement et ce afin de garantir des droits d'exploitation raisonnable à l'OPA concernée.

93. **Appui à l'aval des filières.** La réalité du terrain nous délivre une image des acteurs post-récoltes très peu structurés. Le point d'entrée du PROPACOM étant les OPA légalement formées et en voie de formalisation aux normes OHADA, l'appui à ces acteurs reste très marginal particulièrement si ceux-ci ne sont pas impliqués dans un groupement de producteurs. Dans ce sens, un effort supplémentaire est à fournir lors des campagnes de sensibilisation du projet pour identifier les éventuels groupements formels de transformateurs et leur proposer les appuis du Programme. En effet, des groupements d'égreneuses et d'étuveuses pourraient également bénéficier d'un financement de micro-projet et de formation à la structuration de leur groupement.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Organiser une session du COP extraordinaire à l'issue des premiers CRC de l'année afin d'accélérer la mise en œuvre des micro-projets sélectionnés ou, à défaut, faire approuver les micro-projets par un comité restreint issu du COP.	MINAGRI/UCP	Chaque année après les premiers CRC (approximativement en mars)
Organiser un atelier spécifiquement dédié aux activités du PTBA de l'année en cours et ensuite, pour les micro-projets approuvés par les CRC, soumettre au FIDA une DANO globale rassemblant tous les TDR et DAO préparés pour ces micro-projets.	UCP/antennes	Mars et novembre de chaque année
le MinAgri s'assurera que toutes les conditions préalables au premier décaissement du PROPACOM Ouest sont remplies	MINAGRI/ Coordo	1 ^{er} trimestre 2015
Dresser un chronogramme incluant les responsabilités et toutes les étapes administratives et opérationnelles des activités à entreprendre avant le démarrage effectif du PROPACOM-extension Ouest.	MINAGRI/UCP	31 décembre 2014
Soumettre au FIDA la version finale du manuel de financement des micro-projets et incluant la prise en compte des nouvelles dispositions préconisées dans le PROPACOM-extension Ouest, notamment les mécanismes de clarification foncière	UCP	1er mars 2015 (avant les premiers CRC 2015)
Inscrire dans le manuel de financement des micro-projets le mécanisme d'attribution d'un maximum de 2 micro-projets retenus pour financement sur base des activités de production et/ou valorisation (sauf les activités de formation)	UCP	Immédiat
Recruter pour 2015 des prestataires qui (i) accompagneront les OPA dans la préparation de leur dossier de micro-projet et (ii) fourniront une note globale sur ces demandes aux CRC	UCP/antennes/DRA/DDA	Continu
Veiller à ce que tout nouveau micro-projet soit inséré dans un « plan d'affaires » de l'OPA et fasse l'objet, lors de sa formulation, avec l'appui d'un opérateur, d'une analyse même sommaire portant sur les aspects techniques, commerciaux et financiers en vue d'aider les CRC à mieux opérer leurs choix des microprojets à financer ;	COPA	Continue
Proposer également une méthode d'analyse des aspects techniques, commerciaux et financiers qui, tout en faisant appel à un opérateur, ne va pas trop rallonger les délais menant à l'approbation des microprojets	COPA	Continue
Le DRA, en collaboration avec les autres structures compétentes du MINAGRI, fournira aux CRC un bilan agricole régional sur les filières	Antennes /DRA	Continue
Cibler, lors des campagnes de sensibilisation au PROPACOM, aussi bien les OPA de production que celles faisant la transformation ou les deux à la fois	UCP/antennes	Continu

Suivi-Evaluation

94. **Informatisation du Système de Suivi-Evaluation :** La mission a pu apprécier le projet de plateforme web multi-projets dans sa phase de finalisation en hébergement sur serveur privé. Un travail de renseignement de la base de données est en cours et devrait pouvoir se conclure au plus tard au 31 janvier 2015. L'objectif est de pleinement exploiter la plateforme à partir du PTBA 2015 et ainsi de bénéficier des fonctionnalités mises à disposition par la plateforme. Cela permettra également un suivi plus rapproché de l'exécution des recommandations des missions de supervision. La plateforme permettra notamment d'harmoniser le processus d'inventaire et de traitement des demandes de micro-projet sur toute la zone d'intervention du Programme PROPACOM.

95. **Suivi-évaluation externe.** La mission considère le travail de suivi-évaluation de la DEP du Ministère de l'Agriculture comme fondamental et apprécie grandement sa contribution sanctionnée par des rapports de supervision qui précèdent les missions de terrain conjointes Gouvernement de Côte d'Ivoire et FIDA. Bien que cela ne soit pas budgétisé sur le PROPACOM, la mission recommande la poursuite de cette pratique qui se déroule 2 fois par an préalablement à l'arrivée de la délégation du FIDA en Côte d'Ivoire.

96. **Manuel des procédures du système de suivi-évaluation.** La version provisoire du manuel de suivi-évaluation du PROPACOM a été validée à l'issue d'un atelier organisé le 6 novembre 2014 à Bouaké avec l'ensemble des partenaires et prestataires. Afin de limiter la duplication des efforts dans le processus de validation des manuels relatifs au fonctionnement du PROPACOM, la mission suggère de surseoir toute validation finale de manuel et recommande l'UCP de mettre à jour (i) le manuel des procédures financières, administratives et comptables, (ii) le manuel d'exécution du Projet et (iii) le manuel de Suivi et Evaluation (S&E) en tenant compte de l'extension du projet à l'Ouest et ainsi remplir une des conditions préalables au premier décaissement permettant le démarrage des activités du PROPACOM à l'Ouest.

97. **Étude de référence et enquête SYGRI du PROPACOM-extension Ouest.** Les rapports définitifs des études diligentées ont été validés et transmis le 12/09/14 au MINAGRI et au FIDA.

98. **Etude sur la Finance Rurale.** L'étude d'identification des besoins en services financiers des petits exploitants agricoles des filières vivrières dans la zone d'intervention du PROPACOM et du PROPACOM-extension Ouest est en cours. La restitution de l'étude s'est déroulée le 16 décembre ce qui a permis à la mission d'apprécier les résultats de cette étude. Toujours en prévision du démarrage du PROPACOM-extension Ouest dans le courant de 2015, la mission recommande de lister toutes les activités prévues pour l'année 1 de l'exécution du projet à partir du DT 7 sur "l'accès aux services financiers" du DCP PROPACOM-extension Ouest et prévoir ces activités dans le PTBA 2015 (y compris la négociation de conventions avec les Institutions Financières identifiées durant les missions de formulation). Cette disposition vise à permettre une mise en relation entre les OPA et les institutions financières concernées dans les meilleurs délais et cela afin de faciliter le processus d'acquisition de matériel agricole selon le mécanisme de financement préconisé dans le PROPACOM-extension Ouest (60%/30%/10%).

99. **Étude diagnostique des OPA.** La mission a pu prendre connaissance du contenu de "l'étude diagnostique des OPA du secteur vivrier et de l'inventaire des prestataires de service pour le renforcement des OPA dans les zones du PROPACOM et PROPACOM-extension Ouest" et apprécie l'effort du travail abattu. Cette étude consiste en une référence utile pour les CRC afin de mieux cibler les aides apportées aux OPA bénéficiaires et à l'UCP ainsi qu'aux antennes de sélectionner un prestataire de service de proximité avec les expertises requises. La mission recommande que l'UCP veille à la prise en compte des commentaires et observations émanant de l'atelier de validation.

100. **Appui à la mise en place de la plateforme SAKSS (Strategic Analysis and Knowledge Support System).** La division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, en cofinancement avec le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas et IFPRI, a conçu un projet d'appui technique et de renforcement des capacités dans la mise en place d'un système SAKSS dans certains pays africains dans la région. Cet appui consiste en 5 composantes ayant pour fonction de:

- (a) soutenir la préparation opérationnelle du relai pays SAKSS ;
- (b) développer et mettre en œuvre un système et des méthodes de S&E, des produits et des outils de gestion de connaissances ainsi que la sélection d'indicateurs de performance, l'examen des objectifs sectoriels existants, la collecte et la production du "rapport annuel sur les tendances et perspectives" (ATOR) ;
- (c) renforcer les capacités d'analyse des politiques stratégiques et de la recherche ;
- (d) développer la gestion des connaissances, les communications et les plateformes de dialogue politique ;
- (e) garantir le contrôle de l'assurance qualité et le renforcement des capacités pour une collaboration efficace, un partenariat sur le long terme ainsi qu'un système relai pays SAKSS durable.

101. Initialement non prévu, des tractations avec les responsables régionaux d'IFPRI ont permis de sélectionner la Côte d'Ivoire comme pouvant bénéficier de l'appui technique qui mènerait à la mise en place du relai national SAKSS. Considérant l'achèvement de ce projet prévu au 30 juin 2015, la mission recommande une mise en relation imminente entre les responsables de la DGPPS en charge

de ce dossier et l'assistant technique IFPRI pour la reprise de la collaboration et la réactualisation du calendrier d'intervention de ce dernier.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Conclure l'exercice de saisie et rattrapage des données pour l'alimentation de toutes les rubriques du système informatisé du SE	RSE/UCP	1 ^{er} trimestre 2015
Planifier et budgétiser dans tous les PTBA à venir les missions de suivi-évaluation de la DEP du MinAgri en conformité avec les pratiques de suivi-externe	UCP	Immédiat
Mettre en relation la DGPPS avec l'assistance technique offerte par IFPRI dans le cadre du don régional du FIDA afin de réaliser les étapes préliminaires à la mise en place d'une plateforme SAKSS	FIDA/DGPPS	22 décembre 2015
Démarrer la mise en relation des OPA avec les institutions financières sur la base des orientations contenues dans le Document de travail No 7 (Accès aux services financiers) du document de conception du projet.	COPA/ RFR – responsable finance rurale	Immédiat

Suivi des conventions

102. **Réinsertion des ex-combattants dans le secteur agropastoral.** Une seule convention est inscrite au PTBA du PROPACOM. Elle porte sur le projet de réinsertion des ex-combattants dans le secteur agropastoral (2 000 ex-combattants et 500 jeunes des communautés d'accueil) pour un montant total de 1 659 665 863 FCFA.

103. Le MINAGRI et l'UCP assure le suivi-évaluation externe de cette convention. Dans ce cadre la 1^{ère} mission de supervision a eu lieu du 16/09/14 au 04/10/14.

104. Concernant les ex-combattants, au 20/09/14, le taux de réalisation est de 71,4 % (1 428 ex-combattants installés sur 2 000 prévus). Le taux d'exécution financière de la convention est de 89,9%.

105. Pour les 500 jeunes des communautés d'accueil, en lieu et place de l'installation des jeunes initialement prévue, l'appui concernerait des projets communautaires au bénéfice des villages d'accueil des ex-combattants à raison de 5 villages par Région. En effet, il s'est avéré plus pertinent de leur faire bénéficier de projets communautaires que des projets individuels destinés à des jeunes étant donné qu'à l'examen des informations recueillies par les structures d'exécution, les critères de sélection/ciblage poseraient plus de problèmes en termes de menace de la cohésion sociale.

D. État d'avancement de l'exécution du PROPACOM

106. Le PROPACOM est à sa deuxième année de mise en œuvre. La mission a noté que tout comme pour le PTBA 2013, celui de 2014 a fait l'objet d'une planification détaillée des activités et d'une révision à la baisse en mi-année. Toutefois, une préoccupation en matière de suivi de la planification subsiste. En outre, pour ce qui concerne la passation des marchés, les retards observés dans la numérotation et l'approbation des marchés passés en 2013 subsistent encore pour les marchés passés en 2014. De plus, au sein de l'UCP, il est apparu des délais importants entre l'obtention des avis de non objection du FIDA et la signature des marchés. Ces retards sont de nature à affecter la cadence d'exécution des activités prévues.

107. En référence à la stratégie d'intervention du PROPACOM qui s'articule autour de la mise en œuvre des micro-projets, les dotations budgétaires prévues au PTBA 2014 initial sont issues de la planification pluriannuelle du projet. Cette situation a été corrigée lors de la révision du PTBA 2014 en s'appuyant sur les micro-projets préalablement validés par les CRC en 2013. Le PTBA 2015 est le reflet des requêtes de financement des OPA validées lors des CRC de 2014.

108. La mission a été informée que plusieurs rencontres ont eu lieu entre l'UCP et le WAAPP dans le cadre de la synergie et de la complémentarité des actions exécutées sur le terrain et que le projet s'est retiré des activités de production de semences de riz et de maïs.

Elaboration participative du PTBA

109. Préalablement à la validation du PTBA par le Comité d'Orientation et de Pilotage (COP), les PTBA régionaux qui le composent ont été soumis à l'arbitrage et à la validation des Cadres Régionaux de Concertation (CRC).

Lutte contre la pauvreté et contribution à la sécurité alimentaire

110. Les PTBA du PROPACOM sont bâtis sur des microprojets issus des demandes formulées par les OPA. La proportion des bénéficiaires vulnérables (femmes, jeunes) est un des critères de base de sélection de ces microprojets. Le projet a produit en 2013 environ 1046 tonnes de maïs (sur 618 ha) et les prévisions de récolte pour 2014 sont estimées à 2400 tonnes (pour 1998 ha).

Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique

111. Des initiatives pour une préservation des sols et de l'environnement ont été prises. Une étude portant sur l'évaluation des systèmes de production et la proposition d'actions qui permettent de les diversifier et de minimiser les apports en engrais minéraux est en cours.

112. En outre, des unités pilotes de fabrication du compost ont été installées dans les trois antennes existantes. La vulgarisation de la fabrication et de l'utilisation de ce compost est en cours à travers la formation des agents de vulgarisation et des producteurs.

113. Un partenariat a été tissé avec la SODEXAM afin de disposer de données permettant d'améliorer le calage des cycles culturels.

Renforcement des institutions et autonomisation (organisations, ...)

114. Le renforcement des capacités des OPA bénéficiaires des microprojets a été confié à des prestataires recrutés par appel d'offres. Ce renforcement porte sur l'appui à la structuration et à la gestion des OPA et l'appui-conseil dans les filières ciblées par le PROPACOM.

115. Il se poursuit également à travers des séances de sensibilisation organisées dans le cadre du mécanisme de financement des microprojets. L'Alphabétisation fonctionnelle des membres des OP, initiée dans le cadre du PRAREP, se poursuivra en 2015 sur le PROPACOM avec la phase de dispense des cours aux 300 bénéficiaires retenus.

Qualité de la participation des bénéficiaires

116. Les PTBA du PROPACOM sont meublés par des microprojets issus des demandes formulées par les OPA. Pendant les deux premières années de fonctionnement du PROPACOM (2013-2014), 174 microprojets ont été sélectionnés par les CRC au sein desquels siègent les représentants des bénéficiaires. Les OPA ont été sensibilisées à une contribution au financement et à une implication dans l'exécution de leurs microprojets.

117. Pour les infrastructures et équipements, la contribution consiste à une participation au financement des investissements ainsi qu'à la constitution de fonds pour l'amortissement; le fonctionnement et l'entretien de ces infrastructures et équipements. Les intrants sont fournis en une seule reprise aux OPA avec obligation pour elles de reconstituer la dotation reçue, légèrement majorée pour couvrir les augmentations éventuelles des coûts des intrants, à la fin de la campagne agricole. Les OPA doivent également financer le transport et la distribution des intrants des centres de pré-positionnement vers les lieux de productions.

118. Les niveaux de contribution et les modalités de mobilisations sont précisés dans les accords de financement signés avec celles-ci. Ces accords prévoient également l'obligation par les OPA à mettre en place un comité chargé de suivre l'exécution des activités prévues au microprojet.

Adaptabilité/compétence des prestataires de services

119. Le PROPACOM a recours à des prestataires pour les acquisitions de biens et services liés aux activités programmées dans les PTBA. Le recrutement de ces prestataires se fait en général par appel d'offres au niveau national.

120. Dans l'ensemble, les structures d'appui conseil et les fournisseurs recrutés conduisent globalement les activités conformément au mandat qui leur a été confié. Par contre, pour la réalisation des études et travaux, des défaillances observées chez certains prestataires ont affecté la qualité des services et le respect des délais.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Mettre en œuvre le plan d'action envoyé par le FIDA pour sortir le projet de la liste des projets à risque	DGPPS/ UCP	Mars 2015
Organiser, chaque année, une revue à mi-parcours des performances du personnel sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA. (*)	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables de composantes	Juillet 2015
Continuer à organiser une réunion mensuelle sanctionnée par un rapport sur la mise en œuvre du PTBA (chronogramme et recommandations des missions de supervision) mais en soumettre effectivement les rapports à la DEP, au point focal FIDA et au FIDA. (**)	Coordonnateur/ RSE	Immédiat
Accélérer la procédure de création des régies et de nomination des régisseurs	MINAGRI / UCP	Mars 2015

E. Aspects fiduciaires

121. Le PRAREP et PROPACOM gérés par la même Unité de Coordination, utilisent le même dispositif de gestion administrative, financière et comptable qui a été jugé satisfaisant par la précédente mission de supervision du point de vue de la prise en charge des opérations fondamentales à savoir : Etats financiers 2013 préparés et transmis au FIDA dans les délais, organisation de l'audit des comptes, la disponibilité des états comptables, des pièces et leurs consistances. Cette mission note que l'amélioration de cette gestion s'est poursuivie à travers : (i) le paramétrage dans le nouveau logiciel Tompro2 et l'opérationnalisation des formulaires 100, 101, 102, 104 et autres rendant possible la génération automatique des Demandes de Retrait de Fonds (DRF), l'établissement rapide des états de rapprochement bancaires, et divers autres tableaux financiers ;(ii) le processus de mise en place de système de données de suivi-évaluation qui facilitera le rapprochement entre exécution physique et financière; (iii) la disponibilité du manuel d'exécution du projet et ; (iv) la mise en application dans les délais de la plupart des recommandations des missions de supervision, de suivi et audit.

122. Il convient toutefois de noter que : (i) les tableaux de décaissement 5A, 5B et 5C paramétrés dans le logiciel de gestion Tom2pro ne sont totalement exploitables en ce sens que les données éditées sont toujours en FCFA et qu'il n'est pas encore possible d'obtenir en USD et DTS; (ii) le manuel de procédures administratives, financières et comptables n'est pas régulièrement mis à jour et, (iii) le manuel d'exécution n'est pas encore internalisé. etc.

Gestion du personnel et des immobilisations

123. **Situation évolutive du Personnel.** Huit (8) agents (siège et antennes) émargent sur les ressources du Don/FIDA et sept (7) autres pris en charge par le fond de contrepartie/Etat. En prélude à son achèvement au 31/12/2014 et clôture prévue le 30/06/2015, il a été arrêté que les salaires et frais de fonctionnement du personnel restant du PRAREP soient pris en charge par les deux (2) PROPACOM à partir du 1^{er} juillet 2015 et ce jusqu'à la clôture des PROPACOM (la date d'achèvement du PROPACOM en cours sera par la suite alignée à celle du PROPACOM-Extension Ouest.

124. Par ailleurs, dans la perspective de relèvement du niveau de recrutement des assistants et de la mise en œuvre des deux (2) PROPACOM, une proposition du schéma institutionnel de la coordination a été élaborée conformément aux dispositions de l'accord de financement du nouveau projet. Ce dispositif prévoyant un effectif de trente Un (31) agents hors personnel d'appui, est reparti comme suit : (6)/UCP à Bouaké, (5) Agence/Antenne de Séguéla, (5)/Antenne de Korhogo, (5)/Antenne de Bondoukou, (5)/Antenne de Man, (5)/Antenne de Bouaké.

125. **Evaluation du Personnel** : Conformément aux dispositions de son manuel de procédures administratives, le Projet utilise la méthode d'évaluation basée sur la performance par objectifs pour les cadres et les termes de référence pour le personnel d'appui. A date, le processus d'évaluation du personnel pour l'exercice 2014 est en cours et s'achèvera au 31 décembre.

126. **Situation de Congés.** La mission note l'existence d'un planning de congés annuels, élaboré conformément aux dispositions du manuel de procédures administrative, financière et comptable. Elle constate cependant que sur un effectif de cinquante (50) employés sur ce planning, seulement quatorze (14) ont pu bénéficier de leur droit de congés en 2014, dont six (6) intégralement et huit (8)

partiellement. Ce droit est obligatoire et constitue pour chaque employé une nécessité pour qu'il soit efficace dans ses tâches quotidiennes.

127. **Assurances maladies.** Le contrat d'assurance maladie du personnel avec le prestataire AMSA GESTION ASCOMA arrive à terme le 31 décembre 2014. Pour bénéficier de meilleures conditions du marché, le projet en collaboration avec la Direction Régionale des Marchés Publics, a lancé un appel d'offres ouvert dont la date d'ouverture des plis est prévue pour le 23 décembre 2014. En cas de retard durant le processus de sélection du nouvel assureur, le projet compte solliciter une prorogation d'assurance maladie avec le même prestataire pour une période ne dépassant pas trois (3) mois.

128. **Immobilisations.** Le projet dispose d'un registre des immobilisations qui n'est pas régulièrement mis jour. Ce registre indique la date d'acquisition des biens, mais pas leur état actuel. A date, ces biens et matériels acquis sur financement PROPACOM ne portent pas d'étiquettes d'identification. L'inventaire de tous les biens est programmé pour le 31/12/2014.

129. **Assurance matériel roulant et autres équipements.** Le projet dispose d'un parc de trois (3) véhicules de Marque Toyota dont (1) Fortuner, deux (2) double cabine ; (2) motos Yamaha AG. Ces matériels roulant ont été mis en circulation respectivement le 22/08/2013 et 27/09/2013. Les véhicules sont assurés à tous risques de leur date de mise en circulation au 31/12/2014 et en multirisques jusqu'au 31/12/2014. Cependant, les autres immobilisations notamment bâtiments servant du bureau, les antennes et les autres équipements du projet ne le sont pas encore. Les dispositions sont prises par le projet pour assurer tous ces biens et équipement, en les prévoyant dans le dossier d'appel d'offres (DAO) lancé par le projet le 18/11/2014 et la date d'ouverture des offres prévue le 23/12/2014. Cet avis est relatif au choix d'un nouveau prestataire en assurance.

Gestion financière et Décaissement

130. **Programme de Travail et de Budget Annuels.** Le PTBA de l'exercice 2013 du PROPACOM, révisé en juin se chiffre à 1 803 256 768 FCFA dont : 1 734 666 768 FCFA/FIDA (96,14%), 49 350 000 FCFA/Etat (2,74%) et 20 240 FCFA/Bénéficiaires (1,12%). Le taux d'exécution financière globale de ce PTBA est de 75,64%.

131. Le PTBA initial de 2014 s'élevait 4 077 787 080 FCFA dont : 3 928 059 493 FCFA/FIDA (96,33%), 98 790 000 FCFA/Etat (2,42%) et 50 937 587 FCFA/Bénéficiaires (1,25%). Après avoir revu à la baisse à plus de 36 % en juin, le montant total de ce PTBA révisé se chiffre à 2 592 965 792 FCFA dont : 2 319 370 726 FCFA/FIDA (89,45%), 248 409 154 FCFA/Etat (9,58%) et 25 185 912 FCFA/Bénéficiaires (0,97%). Au 30/11/13, les réalisations sont de 1 702 846 230 FCFA, soit un taux d'exécution de 65,67%. Les taux par bailleur par rapport au PTBA révisé sont respectivement de : 69%/FIDA; 41,23%/Etat et 0%/Bénéficiaires. Les taux d'exécution des composantes sont : 71,37%/composante « Amélioration de l'offre de produits agricoles », 15,33%/composante « valorisation et mise en marché » et 69,95%/composante «Coordination-gestion». Les taux d'exécution des catégories mouvementées sont de: 11,90%/I «génie civil et rural»; 82,57%/ II «Equipement, moyens de transport, matériel et intrants»; 87,71%/ III « Etudes, formation, information, assistance technique»; 82,78%/ V «Salaires et indemnités» et 35,95%/ VI «Coût de fonctionnement».

132. **Obligations financières des bailleurs.** Le coût total du Projet est de 28 965 600 USD dont 22 500 200 USD/Don FIDA (78%), 5 409 000 USD/Etat (18%) et 1 056 500 USD/Bénéficiaires (4%). Au 30/11/2014, les décaissements cumulés relatifs à ces obligations financières totalisent un montant de 6 216 600 USD soit, un taux d'exécution total de 21,46% par rapport au cout total du projet. La répartition de ces décaissements par bailleurs se présente comme suit : 5 872 700 USD/Don FIDA (26,10%), 343 900 USD/Etat (6,36%) et 0 USD/Bénéficiaires (0%). Les décaissements par composante sont de: 33,38%/Composante Amélioration de l'offre des produits agricoles ; 6%/Composante Valorisation et mise en marché et 34%/Composante Coordination- Gestion et Suivi-Evaluation.

133. **Mobilisation des ressources du don FIDA.** Au 30/11/2014, le montant total des décaissements réels cumulés (de DRF n°01 à 08) est de 3 886 016,95 DTS sur une allocation initiale de 14 500 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 26,80%. Ce taux est jugé insatisfaisant après deux (2) années de la mise en œuvre du projet. Du 08 mai au 30 novembre 2014, le taux de décaissement est passé seulement de 18,01% à 26,80% soit un faible accroissement de 8,79%.

134. Par ailleurs, la mission a noté un taux d'exécution élevé de 45,55% de la "catégorie 6 - salaires et indemnités" contre 0,24% de la catégorie " Génie civil et rural". A ce rythme, cette catégorie 6 risquerait de dépasser les 130% avant la revue à mi-parcours du projet. La mission a attiré l'attention

de l'UCP sur ce fort taux d'exécution financière et demandé que des projections soient faites jusqu'en mi ou fin 2015 pour avoir une idée plus précise sur ce problème.

135. **Ajustement des décaissements.** En 2013, suite à des tensions de trésorerie un montant de 75 617 207 FCFA de salaires/indemnités du PRAREP a été payé sur les ressources du PROPACOM dont : 18 019 000 FCFA/février ; 19 388 000 FCFA/mars ; 38 210 207 FCFA/Décembre (y compris les gratifications). Ces montants ont été remboursés à travers les DRF 03/2013 et DRF 05/2014 et virés dans le compte désigné du PROPACOM. Comme il s'agit de préfinancement, il y a lieu de procéder à la régularisation sur le financement du PRAREP de ces dépenses qui lui sont imputables.

136. **Compte Désigné.** La dotation initiale du compte désigné est de 750 000 000 FCFA. L'état de rapprochement détaillé de ce compte à date se présente comme suit : (i) 176 154 248 FCFA/Total solde trésorerie (30 615 FCFA/BNI-Abidjan, 144 837 849 FCFA/BNI-Bouaké, 15 402 620 FCFA/ACCD-BKOU ; (ii) 232 357 995 FCFA/ Dépenses éligibles justifiées sur la DRFn°10 en préparation ; (iii) 66 273 531 FCFA/Montant payé du compte désigné non encore soumis au FIDA pour réapprovisionnement, (iv) 275 214 226 FCFA/Montants demandés sur la DRF n°09 mais pas encore crédités à la date de relevé bancaire .

137. La précédente mission avait ressorti un écart de 180 000 FCFA correspondant à des frais de mission imputables au financement PRAREP payés sur les ressources du PROPACOM et constatés par le FIDA lors du traitement de la DRF n°05. Cette mission n'a pas constaté la régularisation de cet écart comme recommandé (demande de remboursement de cette dépense sur une DRF PRAREP et virement d'un montant équivalent du compte PRAREP au compte PROPACOM).

138. **Préparation et Traitement des DRF/DPD.** De 2013, année de son démarrage effectif au 30/11/2014, le projet a élaboré un total huit (08) DRF dont (2) Réapprovisionnements de Compte Désigné et (6) DPD. Toutes ces huit (8) DRF/DPD ont été effectivement soumises au FIDA et payées pour un montant total de 2 349 787 377 FCFA soit 3 129 968,29.

139. Après analyse des dates d'élaboration de DRF, la mission constate que le rythme de production de Demande de Réapprovisionnement du Compte Désigné est d'une (1) DRF chaque six (6) mois et une (1) DPD chaque trois (3) mois. Cette cadence ne facilitera pas l'exécution correcte des PTBA et devra être corrigée.

140. Au 30/11/2014, la situation de la trésorerie du Projet n'est pas satisfaisante. En effet, le solde de la trésorerie du compte désigné se chiffre à 176 154 248, soit 23,48% de montant de l'avance au compte spécial qui est de 750 000 000 FCFA. La bonne pratique exigerait une disponibilité de trésorerie toujours supérieure ou égale 30% de l'allocation initiale.

141. **Gestion de caisse de petites dépenses.** En application de la recommandation de la dernière mission de supervision, relative à l'établissement d'une indemnité journalière de 10 000 FCFA pour toutes les catégories professionnelles, pour les déplacements allers et retours dans la journée au-delà de 15 heures, une caisse de petites dépenses gérée par l'Agent Comptable du projet a été mise en place. Cependant, aucune procédure de gestion de cette n'est formalisée, en termes de seuil d'approvisionnement, des dépenses et de réapprovisionnement.

142. **Engagements Contractuels sur le Don FIDA et TRESOR.** A date, les soldes des engagements contractuels sur le Don FIDA du projet s'élèvent à 80 719 300 FCFA dont: i) 562 000 FCFA/Personnel et Organismes sociaux; ii) 15 887 833 FCFA/Fournisseurs d'Immobilisations et iii) 64 269 467 FCFA/Fournisseurs divers.

143. La mission rappelle qu'en plus de ces engagements sur le Don FIDA, d'autres sont également sur la partie TRESOR au titre du financement de PROPACOM. Le montant total de ces engagements se chiffre à 37 587 427 FCFA reparté comme suit : i) 546 809 FCFA/Fournisseurs d'Immobilisations et ii) 15 165 088 FCFA/Fournisseurs divers.

144. **Financement de la Contrepartie.** Le montant cumulé de la contrepartie comptabilisée en numéraire et d'exonérations d'impôts et taxes, à date est de 343 871,36 USD / 5 410 000 USD. Ainsi, par rapport aux engagements de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du projet, le taux de réalisation est de 6,36%.

145. **Contribution des bénéficiaires.** Le montant total estimé de la contribution des bénéficiaires est de 1 056 000 USD sur la durée du projet. A date, le projet n'a pas comptabilisé de contribution dans la mesure où les activités exigeant la participation des bénéficiaires en nature ou numéraire ne sont pas encore mises en œuvre.

146. **Suivi des Prestataires/Convention.** Le tableau de suivi des protocoles et conventions comporte un seul marché en cours de mise en œuvre. Il s'agit de la convention pour la réinsertion des ex-combattants dans le secteur agropastoral signé le 08/05/13 avec l'Autorité pour le Désarmement la Démobilisation et la Réintégration (ADDR). Cette convention a fait l'objet d'un avenant sans incidence financière, signée le 26/08/14 pour modifier le délai afin d'optimiser l'exécution. A date, le total payé sur cette convention est de 1 492 514 775 FCFA sur 1 659 665 863 FCFA soit 89,93%. Le solde est de 167 151 088 FCFA.

147. **Rapprochement de taux d'exécution physique et financière.** Le taux d'exécution financière du PTBA révisé 2014 est de 65,67% contre 26,21% du taux d'exécution physique. Les taux par composante sont respectivement de (71, 37%) Financier/(22,65%) physique "Composante Amélioration de l'offre de Produits Agricoles.et (15,33%) Financier/ (4%) physique "Composante Valorisation et mise en marché et (69,95%)Financier/ (62%) physique Composante "Coordination-t suivi-évaluation et gestion des savoirs". Un calcul des taux d'exécution physiques avec une pondération en fonction de la valeur financière relative de chaque composante permettra désormais d'obtenir des taux plus proches de la réalité.

148. **Etats certifiés des dépenses (E.C.D).** Sur la base du seuil de 35 000 USD dollars applicable à toutes les catégories de dépenses stipulé dans l'Amendement de la Lettre au Bénéficiaire du 24/09/13. Une seule Demande de Réapprovisionnement du Compte Désigné (DRF n°09) a été élaborée par le projet après la mission de supervision d'avril-mai 2014. la mission a passé en revue par échantillonnage les états certifiés de dépenses de cette DRF n°09 en cours de transmission au FIDA. Cet examen porté sur une vingtaine de pièces, a permis de constater que les liasses des pièces comptables faisant objet d'ECD et les classeurs sont facilement identifiables, exhaustives. Aussi, toutes ces pièces portent la mention «Régée par chèque n°xxx », les avis de non objection et rapports approuvés pour le paiement de certains prestataires sont également joints à toutes pièces ou ils sont exigés. Dans le souci d'améliorer le système d'archivage des dépenses sous ECD, le projet est en train de mettre en place pour chaque DRF un classeur spécifique regroupant toutes les justifications y relatives.

149. La mission rappelle que le contrôle supplémentaire sur l'exécution rationnelle des dépenses avec la présence des Agents Comptables et Contrôleurs Financiers rattachés aux structures de gestion sécurise davantage les opérations financières.

Comptabilité, Audit et Supervision

150. **Comptabilité.** Au 30/11/14, la comptabilité est à jour en ce qui concerne la prise en charge des opérations : imputations/saisies et validation des brouillards, production des états comptables (grands livres général et analytique, balances générale et analytique). Les rapprochements bancaires mensuels des cinq (05) comptes du Projet sont également effectués jusqu'au 30 novembre 2014. Ces cinq(5) sont gérés comme suit : un (01) à Abidjan (CS/FIDA) par l'Agence Comptable de la Dette Publique et un (01) compte relais, un (01) "contrepartie" sous la responsabilité de l'Agent Comptable du PROPACOM à Bouaké et deux (2) relais gérés par les Régisseurs placés auprès des antennes de Bondoukou et de Korhogo. Au 30/11/14, il n'y a pas d'écriture en suspens de plus de 30 jours sur les rapprochements bancaires.

151. L'examen et l'analyse de la balance au 30/11/2014 font ressortir dans « le compte Fournisseurs et comptes rattachés » un solde créditeur de 80 846 023 FCFA et dans « le compte personnel, congés annuels » un solde créditeur de 9 822 066 FCFA, c'est-à-dire montant dû au personnel. Aussi, il ressort de l'examen du compte « Caisse de retraite obligatoire » un solde créditeur de 21 126 880 FCFA. Les comptes caisses présentent des soldes nuls alors que le compte « régies d'avance accreditif » présente un solde créditeur de 180 000 FCFA. Une analyse et régularisation de ces comptes sont nécessaires avant la clôture des comptes, établissement des états financiers et le démarrage de l'audit de l'exercice 2014.

152. Un planning est élaboré par le projet pour la clôture des comptes, l'établissement des Etats Financiers 2014 et leur transmission au FIDA avant la date butoir du 30/04/2014.

153. **Audit.** Le rapport d'audit des comptes de l'exercice clos au 31/12/2013 a été transmis au FIDA le 16/04/2014. Les principales conclusions issues de cet audit 2013 se resument comme suit : (i) les Etats financiers du projet donnent une image fidèle des ressources et des emplois et dans la situation des réalisations pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 ; (ii) l'utilisation du compte spécial est conforme aux clauses de l'accord de don n°DSF-8090 du 16/03/2012 ; (iii) la

police d'assurance contractée pour l'assurance maladie du personnel n'a pas fait l'objet d'une procédure de mise en concurrence ; (iv) les travaux n'ont pas relevé d'anomalie relative aux Etats Certifiés des Dépenses (ECD) transmis au bailleur au cours de l'exercice sous revue.

154. Par ailleurs, dans le cadre de l'audit des comptes de l'exercice 2014, les termes de référence ont été validés le 11/11/14 par le FIDA. L'avis de non objection a été obtenu du FIDA le 26/11/14 sur les offres techniques et financières du cabinet KPMG pour la réalisation de l'audit. La mission a validé avec l'UCP le planning suivant pour l'arrêté des comptes:

- Inventaire des immobilisations du 15 au 31/12/2014
- Arrêté de stock : 31/12/2014
- Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence : 31/12/2014
- Production des états comptables : 31/01/2014
- Analyse des comptes et établissement des états financiers : 15/02/2014
- Transmission des états financiers au FIDA : 28/02/2014
- Audit des comptes 2014 avec rapports provisoires du 01 au 31/03/2014
- Transmission du rapport définitif au FIDA: 15/04/2014 ;

155. **Suivi des recommandations des missions de supervision.** La mission de supervision d'avril-mai 2014 a relevé quinze (15) points qui ont fait l'objet de recommandations assorties de dates convenues de réalisations. Au cours de cette période sous revue, la mission note que sur la base d'un plan de suivi préparé, neuf (9) de ces recommandations ont été effectivement mises en application, trois (3) en cours et (3) non encore réalisées.

156. **Passation des marchés.** Le Plan de Passation des Marchés (PPM) 2014 révisé porte sur 54 marchés pour un montant de 4 795 583 000 FCFA. Trente (30) contrats ont été signés pour un montant total de 1 943 598 000 FCFA reparti comme suit : (08)/Fournitures (247 302 000 FCFA) soit 66,67%, (05)/Travaux (1 041 562 000 FCFA) soit 55,56% et (17)/Consultants (654 734 000 FCFA), soit 51,52%. Les taux d'exécution physique et financier du PPM au 30/11/2014 sont respectivement de 55,56% et 40,53%. A date, les décaissements cumulés sur les marchés signés sont de 339 203 000 FCFA, soit 17,45%. Le plan de passation des marchés n'est pas régulièrement renseigné et ne fournit pas d'informations sur les raisons de retard de l'exécution d'une activité programmée.

157. La mission rappelle que six (6) marchés lancés dans le cadre de la mise en œuvre de ce PTBA 2014 ont été rendus infructueux pour des raisons qui varient selon le cas: (i) cautions non conformes aux dispositions du DAO ; (ii) échantillon de sacs non fournis ; (iii) absence de soumissionnaires/consultants qualifiés ; (iv) offres techniques non conformes aux offres financières, (v) Propositions financières du Consultant retenu dépassant plus de 110% de la valeur estimée de biens à réaliser, (vi) Erreurs constatées dans le DAO. Quatre (4) de ces six (6) marchés infructueux ont fait l'objet de relance, et à date les processus de passation sont en cours. Quant aux deux (2) autres marchés restants, ils ont été reportés pour 2015. Il s'agit de : (1) marché pour l'acquisition de motoculteur, de batteuses, égreneuse à maïs, (ii) acquisition d'humidimètre de sonde à gaine.

158. L'examen d'un certain nombre de marchés passés après la dernière mission de supervision d'avril-mai a permis de noter que tous les éléments constitutifs de passations sont classés et bien archivés. Ces éléments sont entre autres le DAO, copie de publication des avis, rapport d'évaluation et de jugement des offres, avis de non objection, etc.

159. Aussi, le registre des contrats mis à la disposition est exhaustif, il donne toutes les informations significatives sur les contrats passés par le projet depuis son démarrage à savoir : numéro de contrat, pourcentage de financement, type de marchés, durée d'exécution, montant, catégories et date d'avis de non objection.

Conformité avec les dispositions de l'accord de don FIDA

160. Une bonne partie des dispositions appliquées par le projet sont toutes conformes à celles prévues dans l'accord de don FIDA sauf quelques unes à savoir : (i) annexe 2, Affectation du produit . b « Le partage des dépenses entre PROPACOM et le PRAREP n'est pas spécifié dans le manuel des procédures financières et Administratives » et (ii) l'ensemble des biens et constructions utilisés dans le cadre du projet ne sont pas assurés contre les risques (section 7.08).

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Logiciel de Gestion Tom2pro Reprendre le paramétrage des tableaux 5A, 5B et 5C dans le logiciel de gestion Tom2pro en vue de permettre d'éditer directement en USD et/ou DTS	RAF/Comptable/AAC	31/01/2015
Evaluation du personnel Faire l'évaluation du personnel de 2014, diffuser les résultats au personnel concerné et transmettre le rapport au FIDA ;	Coordonnateur	31/01/2015
Situation de Congés. Etablir un planning de congé, valider et le faire respecter afin que le personnel puisse jouir pleinement de ce droit	Coordonnateur	15/01/2015
Assurances maladies du Personnel. Accélérer le processus de recrutement de prestataires afin de faire bénéficier le personnel de meilleures conditions d'assurances ;	Coordonnateur/RAF	15/01/2015
Immobilisations. (i) Faire un inventaire exhaustif de tous les biens du PROPACOM, (ii) Faire viser par chaque utilisateur la liste des biens qui lui sont affectés, et afficher sur le mur et /ou la porte les biens contenus dans son bureau ;	MINAGRI/UCP	31/12/2014
Assurance matériel roulant et autres équipements. Accélérer le processus de recrutement de prestataires afin d'assurer tous les biens et équipements du projet conformément aux dispositions de l'accord de financement du Don ;	Coordonnateur/RAF	15/01/2015
Préparation de Demandes de Retrait de Fonds (DRF) Produire au moins une (1) Demande de Réapprovisionnement du Compte Désigné par mois, pour éviter la tension de trésorerie.	RAF/Comptable	Continu
Ajustement de décaissements : (recommandation mission avril-mai 2014) Régulariser le préfinancement PROPACOM à PRAREP de 75 617 207 FCFA relatif à la prise en charge par le PROPACOM de salaires de février /mars/décembre (y compris les gratifications) 2013 imputables au PRAREP	Coordonnateur/RAF/FIDA	31/12/2014
PTBA 2015. Prendre en compte les contraintes dans l'exécution du PTBA 2014, pour préparer et soumettre au FIDA un PTBA réaliste et réalisable;	UCP	immédiat
Gestion de Caisses. Formaliser les procédures de gestion de caisses de petites dépenses et mettre le manuel à jour en conséquence.	RAF/Agent Comptable	31/12/2014
Suivi des principaux prestataires du projet. Se conformer aux clauses contractuelles avant paiement des soldes de toutes les conventions	Coordonnateur/RAF/RSE	31/12/2014
Passation de marchés. (i) Mettre régulièrement à jour le plan de passation de marchés et donnant également des raisons du retard de l'exécution d'une activité programmée (ii) Documenter de manière détaillée les retards sur la passation des marchés et identifier les causes de ces retards puis proposer des solutions.	RAF/RPM/RSE	continu
Comptabilité. Analyser et régulariser les soldes de ces comptes : (i) « personnel, congés annuels » solde créditeur de 9 822 066 FCFA, (ii) « Caisse de retraite obligatoire » solde créditeur de 21 126 880 FCFA, (iii) « régies d'avance accréditif » solde créditeur de 180 000 FCFA. Respecter les différentes dates proposées dans le planning de clôture des comptes 2014 et établissement des Etats Financiers et transmissions au FIDA ;	RAF/Comptable/AAC	31/12/2014
(i) Faire des projections de la catégorie « Salaires et indemnité » soient faites jusqu'en Juillet ou décembre 2015 pour avoir une idée plus précise sur le dépassement éventuel ; (ii) Fournir à la DGPPS la liste des éléments contenus dans la rubrique « salaires et indemnités »	RAF	Fin janvier 2015
Audit Transmettre au FIDA le rapport d'audit 2014 avant le 30 juin 2015 ;	Coordonnateur /RAF	30/06/2015

F. Durabilité

161. Il est important de souligner le rôle essentiel de la viabilité des OPA et des microprojets dans la pérennisation des acquis du projet. L'atteinte d'une telle viabilité requiert un accompagnement soutenu des OPA pour leur permettre non seulement de développer des compétences appropriées pour mener à bien leur mission, mais aussi de comprendre les contours de la réussite de leur microprojet. Ainsi, il est nécessaire, pour l'UCP et les opérateurs recrutés, de bien appréhender et différencier ces deux niveaux d'accompagnement :

162. Accompagnement des OPA : Il vise à développer au sein de l'OPA des compétences d'auto-organisation et de prise en charge de la gestion de leurs activités. Cet accompagnement constitue un élément structurant garantissant l'efficacité, la qualité et la durabilité des services fournis par les OPA. Pour ce faire, l'accent sera mis sur la formalisation de l'OPA pour se conformer aux dispositions de l'OHADA, l'amélioration de son fonctionnement, la mise en place des organes de gestion technique, managériale et financière, le renforcement des capacités techniques, la recherche de financement, l'élaboration d'un plan d'affaire, etc. L'identification de ces appuis devra tenir compte du niveau de maturité des OPA selon le modèle « Autonomisation des Organisations de Producteurs » proposé dans le document de projet.

Mesures Convenues	Responsabilités	Dates convenues
Identifier et mettre en œuvre les appuis d'accompagnement des OPA en tenant compte de leur maturité et selon le modèle « Autonomisation des Organisations de Producteurs »	COPA/	Continu

G. Autres aspects

Etablissement de Partenariats et Passation des marchés

163. **Etablissement de Partenariats.** Dans le cadre de sa mise en œuvre le PROPACOM a privilégié la contractualisation avec des prestataires de services recrutés par voie d'appel à concurrence. Suite aux interpellations de l'UCP sur les délais relativement longs de passation de marché (7 à 8 mois) qui retardent la mise en œuvre du PTBA, la mission a passé en revue et analysé les délais d'exécution des différentes étapes de sélection et d'établissement des marchés tel que stipulé dans le plan annuel de passation de marché.

164. La mission a pu relever des problèmes inhérents au manque de liquidité de l'opérateur en charge de la distribution des semences. En effet, un manque de liquidité de la part de ce prestataire ne lui a pas permis de mener cette opération d'acquisition et de distribution des semences jusqu'à son terme.

165. Ainsi, préalablement à la publication de tout appel d'offres, l'UCP devra dorénavant indiquer clairement dans ses TDR et DAO l'impérieuse nécessité de produire une garantie bancaire équivalente à un certain pourcentage du montant soumissionné. Cela permettra ainsi à l'opérateur sélectionné de préfinancer ces activités et éviter ainsi toute tension de trésorerie pouvant émaner du système de paiement "à service effectué".

166. L'analyse de la gestion des délais dans le cadre de la mise en œuvre du plan de passation des marchés fait apparaître des délais anormalement longs (1 à 3 mois) au niveau de cinq étapes : (i) l'élaboration du dossier d'appel d'offre par l'UCP, (ii) l'évaluation, l'analyse et le jugement des offres par la COJO, (iii) l'élaboration et la signature des marchés par l'UCP, (iv) la numérotation par la DMP, (v) l'approbation du marché.

167. Au regard de ces constats, une meilleure gestion des délais de passation par l'UCP, et la DMP et le Préfet. Il est proposé à :

- L'UCP de réduire à 15 jours le délai d'élaboration des DAO, y compris l'obtention des avis de non objection, à 20 jours au plus la rédaction des rapports d'analyse et de jugement à 10 jours la rédaction et de signature des marchés.

- La DMP et le Préfet, de respecter le délai 5 jours pour la numérotation et de 7 jours pour l'approbation prévus par la réglementation nationale.

168. La mission reconnaît que la complexité du processus, accentuée par des contraintes liées à la nature de certains dossiers ou la dématérialisation des marchés publics, peut être à l'origine de retards. C'est pourquoi, elle réitère l'importance d'une bonne planification et pilotage par l'UCP de l'ensemble des étapes dans le temps en respectant les engagements convenus dans le Plan de Passation des Marchés (PPM). Elle insiste sur l'importance non seulement de développer un mécanisme de suivi de la passation des marchés, y compris des délais, afin de pouvoir identifier rapidement les sources potentielles de retard, mais aussi de promouvoir un dialogue et une communication soutenus entre les différents acteurs intervenant dans le processus.

Mesures Convenues	Responsabilités	Dates convenues
Finaliser tous les TDR et les DAO prévus pour l'exercice 2015 et lancer par anticipation le processus de recrutement des prestataires	COPA/ antenne	Janvier
Adopter des délais maximum de rédaction et d'approbation des rapports d'analyse et de jugement des offres à 10 jours	RPM/ Coordo	Continu
Adopter des délais maximum de rédaction et de signatures des marchés 5 jours	RPM/ Coordo	Continu
Promouvoir le dialogue et une bonne circulation de l'information entre les différents acteurs intervenant dans le processus de passation des marchés	RPM/Coord/Antennes	Continu
Evaluer systématiquement, avant toute contractualisation de type gré à gré, les capacités opérationnelle, financière, humaine et logistique des prestataires.	UCP/antennes/RPP	immédiat

Prise en compte du genre

169. Dans les zones d'intervention concernées par la mise en œuvre du projet, le contexte culturel comporte encore des facteurs qui influencent fortement l'accès des femmes à la terre, ainsi que leur participation aux sphères de décision.

170. Les femmes sont représentées au sein des OPA des filières mais elles participent très peu au processus de prise de décisions et subissent, dans la majorité des cas, les décisions prises par les hommes membres de leurs OPA. La majorité d'entre elles ne maîtrisent bien ni l'organisation, ni le fonctionnement de leurs structures.

171. Les principales contraintes dans la prise en compte des besoins des femmes sont: (i) les pesanteurs socio-culturelles et la sous-information qui limitent l'expression de la demande des femmes face aux opportunités offertes par les projets ; (ii) l'analphabétisme ; (iii) les difficultés dans l'accès à la terre ; et (iv) l'insuffisance organisationnelle des groupements de femmes.

172. Pour la prise en compte efficace des besoins des femmes et des jeunes dans les activités du PROPACOM, l'UCP a élaboré des critères de sélection des micro-projets favorables aux OPA ayant parmi leurs membres des femmes et des jeunes. L'objectif à terme du projet est de cibler au moins 40% de femmes et de jeunes.

173. En outre, dans les accords de financement des micro-projets, l'UCP a introduit une clause pour faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux parcelles nouvellement aménagées (fixée pour le moment à 30%).

174. La sensibilisation de proximité initiée en 2013 s'est prolongée tout au long de 2014, auprès des groupements et coopératives de producteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les organes de direction.

175. Pour une meilleure cohérence et une amélioration de l'impact de ces actions, l'UCP a rédigé une Note sur « La Procédure Générale de Prise en Compte du Genre dans les Activités des Projets PRAREP et PROPACOM » et élaboré une stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes ruraux (voir infra). Certaines activités spécifiques prévues dans le cadre de cette note d'orientation et de la stratégie de communication ont été prises en compte, autant que possible, dans le PTBA 2014 et seront poursuivies.

176. L'UCP a organisé en octobre 2014 un atelier de renforcement des capacités du personnel en genre, ciblage et inclusion des jeunes pour mieux intégrer ces concepts dans la programmation et la mise en œuvre de leurs activités.

177. La mission prend note de l'effort accompli pour essayer d'intégrer systématiquement la prise en compte du genre dans tous les volets du projet, mais néanmoins invite l'UCP à ne pas perdre de vue l'importance de passer promptement de la phase de planification des activités en faveur des femmes et des jeunes à la phase d'exécution.

Mesures convenues	Responsabilités	Date convenue
Poursuivre les séances de sensibilisation à l'attention des autorités et chefferies sur l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de production, en particulier les périmètres aménagés. (*)	COPA	Continu
Mettre en œuvre la stratégie de communication CCNSC et constituer des partenariats avec les médias et les ONG pour décentraliser la diffusion de l'information, encourager la création d'initiatives locales, sensibiliser l'ensemble de la population aux questions concernant le PROPACOM et concevoir des outils de sensibilisation efficaces (*)	COPA/RSE	Immédiat (continu)
Veiller à la mise en œuvre effective des critères destinés à promouvoir la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes	COPA	Continu
Démarrer les formations en alphabétisation des bénéficiaires du projet qui ciblent prioritairement les femmes et les jeunes. (**)	Coordonnateur / COPA	1 ^{er} trimestre 2015

H. Conclusion

178. Après presque deux ans de mise en œuvre, le projet PROPACOM n'a pas encore atteint un rythme acceptable de mise en œuvre au vu des faibles taux de réalisation physique et financière. Ceci se reflète dans les taux globaux de réalisation physique et financière qui sont respectivement de 31,01% et de 21,46%. De même, pour le PTBA de l'année en cours, on n'en est qu'à 24,24% de réalisation physique pour une réalisation financière de près de 65,67%. Par conséquent, le ministère de tutelle devra assurer un suivi plus rapproché du projet pour le sortir dans les meilleurs délais de la liste des projets à risque de la division Afrique de l'Ouest et du Centre. L'unité de coordination devra également rapidement, et de manière continue :

- Capitaliser et mettre à profit les leçons apprises (succès comme échecs) de la mise en œuvre du PRAREP, notamment en matière de planification anticipée et d'accélération des procédures d'acquisition des biens et services, plus particulièrement en réduisant en interne tous les délais d'analyse des offres et d'approbation des marchés et en suivant au plus près les dispositions réglementaires du code des marchés publics ;
- Poursuivre la mise en œuvre des recommandations en matière de synergie avec le PRAREP en prenant notamment le relais de ce projet s'achevant en fin 2014. Il s'agit plus particulièrement de poursuivre un certain nombre d'activités initiées par le PRAREP (semences, appui à la commercialisation etc.) ou bien celles dont la réalisation a été bloquée par la non-mobilisation des ressources de la BOAD. .
- Intensifier les appuis aux OPA en vue de leur structuration et de leur bancarisation car cela garantira leur professionnalisation, leur autonomisation et ultérieurement la pérennisation des acquis du projet.
- Mettre en œuvre toutes les recommandations de la mission de supervision et de suivi externe du ministère notamment en ce qui concerne les appuis aux OPA en matière d'activités post-récolte (transport, stockage, transformation et commercialisation), d'opérationnalisation des mini-rizeries, de gestion des UMTTS, d'appuis aux plateformes régionales et départementales, ainsi que la poursuite des campagnes de sensibilisation pour la prise en compte effective du genre et des jeunes.
- Au point de vue de la gestion, proposer un rééquilibrage de certains postes de dépenses comme celui des salaires qui affiche déjà un taux élevé de 130% avant la revue à mi-parcours du projet, ce qui exige que l'UCP fasse des projections jusqu'en mi ou fin 2015 pour avoir une idée plus précise sur ce problème et proposer des mesures idoines pour y remédier.
- Revoir également la méthode de calcul des taux d'exécution afin d'avoir un meilleur rapprochement des taux d'exécution physique et financière car les écarts actuels entre ces deux taux sont difficiles à justifier.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PROPACOM et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1589	No. du prêt/don DSF	8090
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	15/01/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	19/12/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2011			Coût total	28.96	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA		
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	18
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit	16/05/2014	Financement national total	6.46	
Achèvement	31/03/2018			Beneficiaries	1.06	2
Clôture initiale	30/09/2018			Government (National)	5.41	4
Clôture	30/09/2018			Cofinancement total externes		
Nbre de prolongations	0					

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	3	5. Lutte contre la pauvreté	3	3
6. Qualité et ponctualité des audits	4	5	6. Efficacité du ciblage	3	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	3
			8. Prise en climat et environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. amélioration de l'offre de produits agricoles	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. valorisation et mise en marche	3	3	2. Autonomisation	3	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	3	3
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Qualité gestion financière. opérations admin/fin/compt satisfaisantes (états financiers/audit transmis avant échéance; situations constantes/fiables/disponibles). Décaissement réel 21,46%, 3 ans après entrée en vigueur Passation marchés: registre contrats à jour. Tableau suivi exécution financière/physique marchés/contrats mis à jour. Dossiers bien classés et contenant autorisations/non objections nécessaires. Mécanisme sélection microprojets élaboré : Bénéficiaires sélectionnés selon mécanisme transitoire en 2013-2014/114 accords signés 2013; 57 accords en élaboration 2014. manuel procédures financement MP en finalisation. système S&E : informatisation achevée. Rapports SYGRI transmis à temps. Production/régularité rapports S&E à améliorer. PTBA 2014: encore problèmes planification. taux exécution physique 2014 26,21%; réalisation financière 65,67% = insatisfaisant. méthode calcul à revoir car écarts actuels difficiles à justifier. équité hommes-femmes : UCP a élaboré critères sélection MP favorables aux OPA ayant parmi membres femmes/jeunes. objectif = cibler au moins 40% femmes/jeunes. En outre, dans accords financement MP UCP a introduit clause facilitant accès femmes/jeunes aux parcelles nouvellement aménagées. Lutte pauvreté : activités agricoles démarrées en 2013 avec production maïs poursuivies en 2014. résultats pas satisfaisants en 2013 pour aléas climatiques. Toutefois, perspectives récoltes bonnes pour 2014 puisque conditions climatiques plus favorables (2 400 tonnes maïs attendues). autres productions interviendront seulement après réhabilitation/aménagement sites rizières/maraîchers. Ciblage/participation bénéficiaires : perspectives amélioration participation femmes avec réalisation activités production maraîchère. climat/environnement : Initiatives pour améliorer calage cycles culturaux/réduire apport intrants minéraux. données climatiques régulièrement à disposition par SODEXAM/analysées/exploitées. exercice doit poursuivre moyen terme pour meilleur calage cycles culturaux. Vulgarisation/renforcement acteurs à l'utilisation compost en cours. Le PROPACOM-extension Ouest/le financement ASAP permettront de mieux adresser cette question.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	3	3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les réalisations du projet sur le terrain, à l'exception du maïs, sont encore peu visibles. Toutefois, 114 micro-projets sélectionnés en 2013 sont en cours d'exécution. Ces micro-projets portent sur les domaines d'appui à la production (riz, maïs et cultures maraîchères), aux aménagements hydro-agricoles, à l'équipement en matériels agricoles et post-récolte, ainsi qu'à la mise en place d'infrastructures marchandes. Le recrutement effectif des prestataires et fournisseurs et la bonne conduite des activités en cours devraient permettre d'inverser la tendance. Les efforts doivent être poursuivis en matière de planification des activités.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Certes le projet accuse globalement un retard dans son exécution. Toutefois, en 2014, Trente (30) contrats ont été signés pour un montant total de 1 943 598 000 FCFA. L'exécution de ces marchés, une meilleure planification des activités et le bon fonctionnement du dispositif de suivi plus rapproché proposé par le MINAGRI devraient permettre d'inverser cette tendance

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Tensions de trésorerie Les arrêtés de création de la régie des antennes et de nomination des régisseurs ne sont pas pris. Cette situation pourrait affecter le bon fonctionnement des antennes. La dotation insuffisante de certaines catégories (salaire et indemnités) et l'absence d'une réallocation des ressources pourrait constituer un risque important pour le fonctionnement de l'UCP.
Avancement de l'exécution du projet	La non adhésion des OPA et des IF aux modalités de financement contenues dans le PROPACOM-extension Ouest pourrait ralentir le rythme d'exécution des activités du projet. Un retard dans le recrutement du personnel complémentaire de l'UCP/Antenne pourrait affecter la mise en œuvre des activités du PTBA 2015. L'insuffisance d'une planification anticipée demeure encore un risque important de même que les retards fréquents dans le processus de passation des marchés.
Produits et réalisations	La contrainte climatique demeure un risque majeur pour la réalisation des objectifs. Dans certaines zones (Zanzan), la non maîtrise de l'eau peut compromettre les produits et réalisations du projet. la faible capacité des prestataires de services constitue un risque pour la mise en œuvre efficace des

	activités du projet
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) la faible implication des institutions financières dans le financement des équipements et de leur exploitation. (ii) le non-respect par les OPA/CGA des engagements contractuels contenus dans les accords de financement. (iii) la faible appropriation par les OPA des appuis- accompagnement du projet ; (iv) le faible prix d'achat des produits.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Gestion administrative et financière	Actualiser les manuels d'exécution, de gestion administrative et financière. Finaliser le manuel de financement des microprojets; Soumettre au FIDA la projection à fin juin 2015 de la catégorie salaire du PROPACOM Elaborer au moins une DRF par mois afin d'éviter les tensions de trésorerie. Accélérer les procédures de création des régies et de nomination des régisseurs.	immédiat	En cours
Valorisation de la production	Poursuivre le soutien aux ESOP et micro-rizeries. Promouvoir et appuyer les plateformes filières	immédiat	
Profil de risque	Adapter le manuel de procédure aux réalités de terrain Fournir les informations et analyses nécessaires aux CRC à une sélection plus éclairée des micro- projets	immédiat	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

(au 30/11/2014)

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		1. Objectif général			
		La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% *			
		Insuffisance pondérale			
		Garçon	9%		
		Fille	7%		
		Malnutrition chronique			
		Garçon	37%		
		Fille	33%		
		Malnutrition sévère ou aigüe			
		Garçon	20%		
		Fille	16%		
		Au bout de 5 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté			
		% des femmes chefs de ménages les plus pauvres	33%		
		% des femmes chefs de ménages pauvres	19%		
		% des femmes chefs de ménages moyennement pauvres	19%		
		% des femmes chefs de ménages riches	9%		
		% des femmes chefs de ménages très riches	7%		
	Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et du Zanzan			Enquête SYGRI DSRP Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV) Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD Statistiques nationales et enquêtes de référence	Stabilité socio-économique du pays
		2. Objectif de développement			
La production agricole a concerné le maïs en 2013 et 2014. Pour 2013, aucun encadrement n'a été apporté aux producteurs en raison des difficultés pour recruter des structures d'encadrement. Concernant 2014, les données sur les rendements ne sont pas encore disponibles vu que les récoltes sont en cours jusqu'à fin décembre 2014.	Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.	Au bout de 5 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 15 % (par genre et classe d'âge)	ND	Enquête SYGRI	
		25 000 exploitations familiales rurales sont directement touchées par le projet au bout de 5 ans	8 054	Rapport annuel SYGRI 2013 et rapport d'activités fin novembre 2014	
		% de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 5 ans *	ND	Suivi-évaluation du PNIA	
		Rendements de cultures ciblées augmentés pour au moins 30%		Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	
		Riz irrigué	ND	Statistiques nationales	
		Maïs	ND		
		3. Résultats			
		Composante 1 : appui à l'amélioration de l'offre de produits			
		Résultat 1 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production			
La production de semence R1 a été réalisée sur l'année 2013 seulement pour couvrir les besoins du projet en 2014	Produit 1 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)	Au moins 30% des ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants*	0%	Enquête SYGRI	Les paysans s'intéressent aux variétés améliorées ;
		Au moins 30% des OPA ciblées ont renouvelé au moins un équipement agricole	0%	PV de réception des ouvrages	constitution des fonds d'amortissement et des
				Revue à mi-parcours	fonds de fonctionnement
				Rapports des prestataires	

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		Quantité de semences certifiées produites			
		semences R1 maïs produites (t)	250		
		Quantité d'intrants (semences, engrais et équipement) distribuées			
		Semences			
		Riz irrigué base (kg)			
		Riz irrigué R1 (kg)			
		Maïs (base kg)	4 200		
		Maïs R1 (kg)	66 035		
		Chou (kg)	0.4		
		Tomate (kg)	5		
		Oignon (kg)	40		
		Engrais			
		Urée (kg)	281 800		
		NPK (kg)	437 200		
		Herbicides (l)	4 154.8		
		Insecticides & Fongicides (kg)	4 298.4		
		Petit matériel			
		Sacs	1 600		
		Pulvérisateurs	812		
l'enquête SYGRI de 2ème niveau sera réalisée entre janvier et mars 2015 pour renseigner les autres indicateurs.	Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	au moins 50% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 3 régions	0%	Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages Revue à mi-parcours Rapports des prestataires	Prestataires de services de qualité disponibles
		au moins 50% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus *	0%		
		30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) *	0%		
		nombre de producteurs formés aux bonnes pratiques agricoles par genre	1709		
		dont femmes	622		
		nombre de technologies de production diffusées	0		
Résultat 2 : des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production					
en raison des lourdeurs dans la passation des marchés, les premiers chantiers de travaux ont démarré en novembre 2014,	Produit 3 : Des aménagements hydro-agricoles sont réhabilités ou réalisés et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	Existence de comité de gestion et d'un dispositif d'entretien	0%	Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages Revue à mi-parcours Rapports des prestataires	Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages...
		Superficie de périmètres rizicoles réhabilités (2000 ha)	0		
		Superficie de nouveaux bas-fonds rizicoles en exploitation aménagés (400 ha)	0		
		Superficie de périmètres maraichers sous irrigation localisée réalisés (90 ha)	0		
		25% des petits producteurs ont accès à des périmètres d'irrigation aménagés/remis en état dans les zones ciblées	0%		

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de realisation	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		Composante 2 : Valorisation et mise à marché			
	Résultat 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production				
	Produit 4 : L'information sur les marchés, les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	Au moins 25% de petits producteurs et leurs OPA ont été formés aux méthodes et techniques de transformation, conservation et de commercialisation, dans les zones ciblées (par genre et classe d'âge)	0%	Enquête SYGRI Rapports des prestataires Rapports de suivi-évaluation Rapports des OPs Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	Rentabilité économique des filières choisies
		25% de petits producteurs ciblés ont adopté les technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation*	0%		
		30% des OPA soutenues ont accès aux informations sur les marchés et les prix	0%		
		nombre de technologies transformation, conservation et de commercialisations diffusées	0%		
	Produit 5 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	60 km de pistes d'accès sont réalisées *	0	Enquête SYGRI PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
		27 magasins de stockage, groupage et de hangars de conditionnement sont construits *	0		
		12 abris pour unités de transformation sont créés*/fonctionnels	0		
		25% des producteurs bénéficiaires directs et leurs OPA soutenues ont accès à des installations de transformation, de stockage et/ou de commercialisation dans les zones ciblées	0%		
		Résultat 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation			
	Produit 6 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	30% des OP de base appuyés adhèrent à une coopérative	0%	Enquête SYGRI Rapports de suivi des OPs Base de données des OPs Liste des membres des OPs Diagnostic des OPs en PY1, PY3 et PY5 Rapports mensuels des agents d'appui-conseil Revue à mi-parcours	Gouvernance et démocratie appliquées
		25% des coopératives appuyées sont opérationnelles et économiquement actives	%		
		20% des OPA soutenues par le Programme offrent des services rentables d'appui à leurs membres	%		
		Nombre d'OP appuyées par le projet	397		

Appendice 3a: Mesures à adopter de la précédente mission de supervision

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
Vue d'ensemble de l'exécution du projet	Faire le nécessaire pour que d'ici le mois de juillet le projet fasse un bond qualitatif permettant d'atteindre des taux d'exécution d'au moins 50% ;	Non réalisé.	Coordonnateur	Immédiat
	Faire un point sur tous les TDR en cours de préparation et organiser au besoin une retraite de deux jours pour sortir tous les TDR en instance.	Réalisé. Les TDR en souffrances ont été élaborés et examinés lors de l'atelier de révision des PTBA 2014 en juin 2014 ; les DAO y afférent ont été lancés.	Coordonnateur	Fin mai 2014
	Tenir compte, lors de la planification anticipée des acquisitions de biens et services, des délais incompressibles indiqués par la DMP	Réalisé. Les DAO concernés ont été lancés.	Responsables de composantes	Immédiat et permanent
	Documenter tous les stades de chaque processus pour justifier et/identifier éventuellement tout retard ; Une semaine à la fin de chaque échéance prédéfinie dans le processus de passation des marchés pour les travaux et les biens et services, alerter la DGPPS avec copie à la DEP	Réalisé. La situation des DAO et des projets de marchés élaborés est établie. Des retards importants sont encore observés : <ul style="list-style-type: none"> entre l'ouverture des plis et l'analyse financière entre l'analyse financière et le jugement des offres entre l'obtention de l'ANO du FIDA et la notification des marchés aux titulaires au niveau de la numérotation 	RAF/ APM	Immédiat et permanent
Produits et effets				
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	S'inscrire dans une logique commerciale en s'appuyant (signature de conventions spécifiques entre autres) sur des distributeurs privés d'intrants (semences, fertilisants et pesticides) et d'équipements agricoles ainsi que sur des institutions financières. (*) ³	Partiellement réalisé. Des rencontres ont été organisées avec les IF. La plupart d'entre elles ont marqué leur intérêt à une telle démarche. Reste à contacter les fournisseurs d'intrants	RRA/ RTC/ RGOPA	Immédiat
	En attendant la mise en œuvre effective du PROPACOM Ouest, sensibiliser les OPA pour les préparer à une application ultérieure (i.e. après l'approbation du PROPACOM Extension) d'une conditionnalité du financement des équipements et des infrastructures à une participation financière des OPA (différente des 5% actuellement en application) dont le niveau sera déterminé dans le cadre de l'approche consolidée qui sera proposée pour les deux zones d'intervention. (*)	Réalisé. La contribution des OPA est prise en compte dans les accords de financement des micro-projets 2014 signés.	UCP	Continu
	Planifier la réalisation des études d'identification et les études techniques des sites de telle sorte à disposer des résultats au plus tard en octobre 2014 pour servir à l'élaboration du PTBA 2015. (*)	Réalisé. Les rapports des études d'identification sont disponibles (août 2014) et ont été pris en compte dans le PTBA 2015	RIR/APM	Octobre 2014
	Procéder à une révision budgétaire du PTBA 2014 pour que les	Réalisé. Les coûts sur les 17 sites restants du	Coordonnateur	Fin Juin 2014

³ (*) Il s'agit des recommandations reconduites de la précédente mission.

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	dépenses afférentes au contrôle et à la réalisation des travaux sur les 25 sites restants du PPMS soient prises en compte dans le PTBA révisé. (*)	PPMS ne pouvant pas être intégrés dans le PTBA révisé en raison des délais de passation des marchés. Ils ont été pris en compte dans le projet de PTBA 2015 et les DAO à lancer	/RIR/RAF/RSE	
Composante 2 : Valorisation et mise en marché	Signer avec les SIM désignés par les résultats de l'étude en cours et en fonction de leurs zones d'intervention et leurs capacités avérées, une convention pouvant stipuler la prise en charge par ces organismes: (1) de la facilitation de l'établissement de contacts commerciaux entre les différents acheteurs et les producteurs, (2) de la diffusion d'informations sur les prix en vigueur et les quantités disponibles. (*)	Non Réalisé. Cette étude a été réalisée avec retard. La restitution des résultats de l'étude a été réalisé le 29/10/2014. Ce rapport recommande d'apporter un appui au BVP dans le Centre et l'Est et au RONGEAD dans le Nord (riz, maïs et produits maraichers).	UCP/RTC/ RGOPA	Septembre 2014
Composante 3 : Coordination, gestion et Suivi & Evaluation	Prendre les mesures idoines en vue d'un démarrage des 43% d'activités accusant un retard dans les meilleurs délais.	Réalisé. La révision a permis de rendre le PTBA plus réalisable. La plupart des activités prévues sont réalisées.	Coordonnateur/ UCP	Fin mai 2014
	Mettre en place un programme prévisionnel des missions sur base trimestrielle qui sera communiqué à la DEP, au contrôleur financier et à l'agent comptable pour une meilleure planification des dépenses liées aux missions sur le terrain. (*)	Réalisé. Le personnel a élaboré un programme prévisionnel des missions sur base trimestrielle de juillet à septembre.	Coordonnateur	Avant le 10 mai 2014
	Accélérer la finition de l'extension du bureau du siège et effectuer les travaux complémentaires dans les deux antennes pour conforter l'installation du personnel (*)	Réalisé. Les travaux ont été réceptionnés. Réalisé. Travaux achevés à Korhogo En cours. à Bondoukou	RIR/ RAF	Juin 2014 pour le siège Oct 2014 pour les antennes
	Faire l'acquisition de deux (2) groupes électrogènes pour l'UCP et l'antenne de Bondoukou. (*)	En cours. Les groupes électrogènes ont été livrés. L'installation sera effective d'ici fin décembre 2014	RAF	Novembre 2014
	Organiser, chaque année, une revue à mi-parcours des performances du personnel sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA. (*)	Non Réalisé. Activité prévue pour 2015	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables de composantes	Permanent (Juillet de chaque année)
	Activer les radios Codan des cinq (5) véhicules restants du projet sur les fréquences du PNUD. (*)	Non réalisé.	Coordonnateur	Fin Juillet 2014
	Mettre comme conditionnalité à la signature des accords de financement dans le cadre de l'extension des périmètres, l'attribution d'au moins 30% des parcelles aménagées aux femmes et aux jeunes.	Réalisé. Les accords de financement des micro-projets d'aménagement/réhabilitation ont pris en compte cette condition	UCP/RGOPA/ RIR	Continu
	Tenir compte des amendements proposés par la mission dans les nouveaux accords de financements de micro-projets	Réalisé. Les amendements proposés sont pris en compte (ouverture de compte dédié)	Coordonnateur/ RAF	immédiat
	Soumettre le projet d'accord de financement des micro-projets (y compris les amendements proposés) au service juridique du MINAGRI pour validation	Réalisé. Les accords de financement des micro-projets transmis à la DGPPS (10/09/14) pour le Service Juridique. Le Consultant pour	Coordonnateur/ RAF	immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
Etat d'avancement de l'exécution du PROPACOM	Continuer à organiser une réunion mensuelle sanctionnée par un rapport sur la mise en œuvre du PTBA (chronogramme et recommandations des missions de supervision) à soumettre à la DEP, au point focal FIDA et au FIDA. (*)	l'élaboration du manuel de financement des micro-projets rencontrera le Service Juridique. Partiellement réalisé. Rapport mensuel de juin, juillet et septembre élaboré Non transmis au FIDA	Coordonnateur/ RSE	Immédiat
	Rédiger tous les TDR des prestataires de services nécessaires à la réalisation des activités du PTBA 2014. (*)	Réalisé. Les TDR en souffrances ont été élaborés et examinés lors de l'atelier de révision des PTBA 2014 en juin 2014 ; les DAO y afférent ont été lancés.	UCP	Fin Mai 2014
	Organiser en juin de chaque année un atelier d'évaluation des progrès réalisés et éventuellement de révision détaillée des activités et objectifs cibles du PTBA (avec son implication budgétaire). (*)	Réalisé. Atelier de révision des PTBA 2014 en juin 2014 ; les DAO y afférent ont été lancés.	COP/UCP /Antennes	Permanent (Juin de chaque année)
	Commencer chaque année le processus de la préparation du PTBA au mois de septembre afin de le soumettre au COP et au FIDA au plus tard fin Novembre. (*)	Réalisé. Les sessions des CRC de validation des PTBA 2015 ont eu lieu en septembre 2014 à Bondoukou ; celles de Bouaké et Korhogo en octobre 2014. La 5 ^{ème} session du COP étant prévue pour le 22 décembre 2014.	Coordonnateur /UCP	Effet immédiat (à répliquer chaque année)
	Accélérer l'élaboration effective du manuel de financement des micro-projets et programmer des visites et échanges avec des projets similaires dans les autres pays. (*)	Réalisé. La séance de démarrage a eu le 08/09/14, les enquêtes de terrain (Bondoukou, Bouaké et Korhogo) se sont déroulées du 16 au 26/09/14. Une version provisoire du manuel a été transmise à l'UCP pour observations le 02/12/14. La restitution est prévue pour le 13 décembre 2014.	Coordonnateur/ RSE	Septembre 2014 et début juin 2014
Aspects fiduciaires	Compléter les outils de gestion en rendant disponibles les versions définitives des manuels d'exécution, de suivi/évaluation et de financement des microprojets; procéder à l'informatisation du système de Suivi/évaluation.	Réalisé. Le manuel d'exécution définitif a été transmis à l'UCP le 21/06/2014	Coordonnateur/ RSE/RAF/ RGOPA	31/05/14, 31/07/14 et 30/09/14
		Réalisé. Le manuel de S&E a été validé avec les partenaires le 06/11/2014. En cours. Le consultant a démarré le 16/08/14. Le document de spécifications fonctionnelles a été validé le 23/08/14. Le rapport de démarrage transmis le 29/08/14. L'implémentation du SS&E est en cours		
	Procéder à la réception des travaux d'extension du siège et contracter une police d'assurance pour les locaux du siège et des antennes (contenant et contenu) (*)	Réalisé. Les travaux ont été réceptionnés. Non réalisé. L'Appel d'offres a été publié dans le bulletin de la DMP N°1278 du 18/11/14 sous le N°P198/2014. L'ouverture des plis est prévue	RIR/RAF/APM	15/05/14 et 31/07/14

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
		pour le 23/12/14.		
	Statuer sur la situation des quatre (04) assistants, des deux (02) secrétaires comptables des antennes et de l'APM/siège ainsi que des deux (02) assistants infrastructures dans la mesure où dans la mise en œuvre envisagée du PROPACOM Extension, il est prévu le relèvement du niveau de recrutement de ce type de personnel et la suppression des postes d'assistants infrastructures.	Réalisé. Situation discutée lors de la négociation de l'accord de financement du PROPACOM Ouest. Une note élaborée par le Coordonnateur a été adressée au MINAGRI. Pris en charges des frais de licenciement sur le budget 2015.	DGPPS/MINAGRI /FIDA	Pour mémoire
	Diffuser les résultats de l'évaluation des performances du personnel auprès des concernés et transmettre le rapport au FIDA	Non réalisé. <ul style="list-style-type: none"> Chaque agent est informé de ses performances mais n'a pas reçu copie de sa fiche d'évaluation signée. Le rapport de l'évaluation des performances du personnel a été transmis au MINAGRI en février 2014. Il n'a pas été transmis au FIDA. 	DGPPS/MINAGRI	31/05/14
	Etablir une indemnité journalière de 10.000 CFA pour toutes les catégories professionnelles pour des déplacements avec aller et retour dans la journée au-delà de 15 heures et inscrire cette nouvelle disposition dans le manuel de procédures.	Réalisé. Entrée en vigueur depuis le 01/07/14	Coordonnateur/RAF	30/06/14
	Prendre les dispositions nécessaires pour réaliser les formations prévues pour le personnel depuis 2013. (*)	Formations réalisées : Passation des marchés ; Genre et ciblage ; Formation des chauffeurs et en planification opérationnelle non réalisées	Coordonnateur/RAF/RSE	31/05/14, 30/06/14, 30/09/14, 30/11/14
	Alimenter les comptes bancaires des régies de Bondoukou et Korhogo à hauteur de 100 millions par projet et par antenne ; au total 200 millions/antenne.	Réalisé. Les comptes bancaires des Régies de Bondoukou et Korhogo ont été provisionnés le 21/07/2014 (21 millions/PROPACOM)	Agent Comptable /Coordonnateur	31/05/14
	Assurer un suivi du PTBA 2014 en densifiant l'exécution des activités notamment en optimisant les investissements au profit des bénéficiaires à travers la mise en œuvre des microprojets, pour atteindre ainsi des taux d'exécution réellement significatifs au 30/06/14 (au moins 50%) et au 31/12/14.	Continu	Coordonnateur/RAF/RSE/APM	30/06/14 et 31/12/14
	Régulariser le préfinancement PROPACOM à PRAREP de 75 617 207 FCFA relatif à la prise en charge par le PROPACOM de salaires de février/mars/décembre (y compris les gratifications) 2013 imputables au PRAREP.	Non réalisé.	Coordonnateur/RAF/FIDA	30/06/14
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte désigné de 180 000 FCFA en moins dans le compte (demande de remboursement de cette dépense sur une DRF/PRAREP et virement d'un montant équivalent du	Non réalisé.	Coordonnateur/RAF	30/06/14

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	compte/PRAREP au compte/PROPACOM. Apurer les dettes en instance de paiement	Réalisé. Les dettes sont apurées	Agent Comptable / RAF	31/05/14
	Mettre à jour le tableau de suivi financier et physique des marchés/contrats en cours.	Réalisé. Tableau de suivi financier et physique des marchés/contrats en cours est actualisé chaque mois (cf. rapport mensuel)	RAF/APM/RSE	15/05/14
	Assurer le suivi de la justification de l'avance de 663 866 345 FCFA faite à l'ADDR le 02/07/13.	Réalisé. Tableau de suivi financier et physique des marchés/contrats en cours est actualisé chaque mois (cf. rapport mensuel)	Coordonnateur / RAF/RGOPA	31/05/14
	Prendre les dispositions adéquates pour proroger la convention ADDR, qui expire 07/05/14 afin d'optimiser son exécution.	Réalisé. ANO N° 056 du 14/03/14 sur l'Avenant à la convention de base PROPACOM-ADDR, signé le 26/08/14	Coordonnateur / MINAGRI/ADDR /FIDA	31/05/14
	Compléter le classement des ECD avec les DA et les TDR des missions/déplacements qui sont d'ailleurs disponibles ; compléter l'apposition du cachet «payé» avec les mentions de règlement. Documenter le choix du garagiste ; finaliser la contractualisation de la police «flotte» avec l'opérateur de téléphonie mobile pour les consommations de cartes téléphoniques.	Réalisé. Les ECD ont été classées avec les DAO + TDR de mission Réalisé. La mention « payé » est estampillée sur les factures réglées. Réalisé. Une flotte (numéro + téléphone) fourni à chaque agent du personnel	RAF/CPT	15/05/14
	Transmettre le rapport d'audit des comptes 2013 au FIDA	Réalisé. Rapport d'audit des comptes 2013 transmis le 16/04/14 au FIDA	Coordonnateur / RAF	15/05/14
Durabilité	Sensibiliser les OPA sur l'approche «plans d'affaires» en vue d'appuyer plus tard les OPA ciblées. (*)	Partiellement réalisé. Des sensibilisations de proximité ont été réalisées lors de la signature des accords de financement des micro-projets 2014. L'approche « plan d'affaires » est intégrée dans le mandat des prestataires en charge de l'appui à la structuration et gestion des OPA.	RGOPA /RTC	Fin Juin 2014
	Signer des contrats tripartites OPA/UCP/Prestataires pour la conduite des activités de renforcement des capacités. (*)	Non réalisé. En attendant les résultats du diagnostic des OPA et de l'inventaire des prestataires locaux permettant la signature de contrats tripartites, 4 consultants sont en cours de recrutement par appel d'offres.	Coordonnateur /RGOPA /RRA /RTC	Octobre 2014
	Examiner avec les IF la faisabilité d'une contractualisation tripartite OPA/UCP/IF en vue de la gestion des fonds de roulements pour les intrants, des dotations pour amortissement et entretien des équipements. (*)	En cours. Des rencontres ont été organisées avec les IF. La plupart d'entre elles ont marqué leur intérêt à une telle démarche.	RGOPA / RTC /RAF/	Fin Mai 2014
Autres aspects				
Etablissement de Partenariats	Développer une collaboration avec la Promotion des filières agricoles et biodiversité (PROFIAB) de la GIZ dans les domaines de renforcement des OPA, d'analyse, de diagnostic des filières et de mise en réseau des	Non réalisé	Coordonnateur /RGOPA /RTC	Septembre 2014

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	acteurs des filières. (*)			
	Développer un partenariat avec le PARFACI de l'AFD-C2D dans les domaines de l'aménagement hydro-agricoles et l'appui à la structuration des filières rizicole et maraîchère. (*)	Réalisé. Des échanges préliminaires ont eu lieu avec le PSAC et le PARFACI. Cette collaboration va s'approfondir en 2015.	Coordonnateur /RGOPA /RTC	Aout 2014
	Définir les axes de collaboration avec les programmes de nutrition, de sécurité alimentaire et des cantines scolaires dans le cadre de la commercialisation des produits agricoles ciblés (maïs, riz, légumes). (*)	Réalisé. Séance de travail avec la Direction Nationale des Cantines Scolaires (DNCS). Cette collaboration va s'approfondir en 2015 au niveau des antennes.	Coordonnateur /RRA/RTC	Aout 2014
Genre	Poursuivre les séances de sensibilisation à l'attention des autorités et chefferies sur l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de production, en particulier les périmètres aménagés. (*)	Continu. Autorités et chefferies sont sensibilisées au cours des missions de terrain, lors des visites de confirmation de micro-projets, lors des séances de travail de validation des accords de financement des micro-projets.	Coordonnateur /RGOPA	Continu
	Finaliser la stratégie de communication en direction des femmes et des jeunes ruraux. (*)	Réalisé. Un plan stratégique de communication validé en juin 2014 (une vision, un slogan et des axes d'actions définis)	RGOPA/ UCP	Juin 2014
	Mettre en œuvre les activités de communication en direction des femmes et des jeunes (en particulier les jeunes filles) en vue de la prise en compte effective de leurs besoins par le projet. (*)	En cours. Des supports et gadgets de communication ont été distribués lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation 2014.	Coordonnateur /RGOPA	Septembre 2014
	Démarrer les formations en alphabétisation des bénéficiaires du projet qui ciblent prioritairement les femmes et les jeunes. (*)	En cours. Le rapport final de l'évaluation des besoins (la phase préliminaire) est disponible. La phase de dispense des cours démarre avant la fin de l'année 2014. Au 31/10/14, les besoins des populations en alphabétisation ont été établis, 450 personnes volontaires ont été sélectionnées dans 16 localités pour démarrer la phase de dispense des cours. Ces personnes, en majorité des femmes (70%) sont pour la plupart membres d'OPA. Sur les 36 alphabétiseurs endogènes identifiés, une liste 18 a été validée pour la dispense des cours. Une liste d'attente de 967 personnes profilées a été établie.	Coordonnateur /RGOPA	Juin 2014

Appendice 3b: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Planifier la réalisation des études d'identification et les études techniques des sites de telle sorte à disposer des résultats au plus tard en octobre de chaque année pour servir à l'élaboration du PTBA de l'année suivante. (*)	RIR/RPM	Continu
Composante 2 : Valorisation et mise en marché	Poursuivre sur une année supplémentaire l'appui aux 3 mini-rizeries ESOP mises en place par le PRAREP	UCP	Janvier 2015
	Réaliser une étude sur les performances et contraintes des mini-rizeries déjà en fonctionnement.	UCP	Novembre 2015
	Choisir un opérateur pour l'appui à 6 plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz.	UCP	Janvier 2015
	Fournir, en étroite collaboration avec l'ONDR et le plus rapidement possible, un appui destiné à opérationnaliser les plateformes	UCP /ONDR/ CPA/ CTC	Février 2015
	Informar toutes les OPA des nouvelles conditions d'obtention des équipements en utilisant des supports d'information adaptés	UCP/ COPA	Janvier 2015
	Présenter aux OPA un catalogue le plus complet possible des différents équipements de transformation disponibles et conseiller les coopératives pour choisir un mode de gestion des équipements (leasing etc.)	UCP /CTC (Chargé de la transformation et de la commercialisation)	Juin 2015
	Signer un avenant du marché afférent à l'alphabetisation ainsi que le protocole y afférent avec le Service autonome d'alphabetisation et d'éducation non formelle pour changement d'autorité contractante.	UCP/ RAF/	Février 2015
Composante 3 :Coordination, gestion et Suivi & Evaluation	Transmettre le PTBA et le PPM 2015 à l'approbation du FIDA sans délai aussitôt après l'approbation par le COP	Coord/ /UCP	15/01/ 2015
	Veiller à la prise des arrêtés préfectoraux de nomination des représentants des filières ciblées au CRC	DRA/ Chefs d'Antennes	immédiat
	Faire désormais la restitution et le partage des résultats de <u>toutes</u> les études réalisées avec les différentes parties prenantes (les bénéficiaires, les autres projets, les partenaires au développement, l'UCP etc.).	Coord/UCP	Continue
	Organiser une session du COP extraordinaire à l'issue des premiers CRC de l'année afin d'accélérer la mise en œuvre des micro-projets sélectionnés ou, à défaut, faire approuver les micro-projets par un comité restreint issu du COP.	MINAGRI/UCP	Chaque année après les premiers CRC (approximativement en mars)
	Organiser un atelier spécifiquement dédié aux activités du PTBA de l'année en cours et ensuite, pour les micro-projets approuvés par les CRC, soumettre au FIDA une DANO globale rassemblant tous les TDR et DAO préparés pour ces micro-projets.	UCP/antennes	Mars et novembre de chaque année
	le MinAgri s'assurera que toutes les conditions préalables au premier décaissement du PROPACOM Ouest sont remplies	MINAGRI/ Coordo	1 ^{er} trimestre 2015
	Dresser un chronogramme incluant les responsabilités et toutes les étapes administratives et opérationnelles des activités à entreprendre avant le démarrage effectif du PROPACOM-extension Ouest.	MINAGRI/UCP	31 décembre 2014
	Soumettre au FIDA la version finale du manuel de financement des micro-projets et incluant la prise en compte des nouvelles dispositions préconisées dans le PROPACOM-extension Ouest, notamment les mécanismes de clarification foncière	UCP	1er mars 2015 (avant les premiers CRC 2015)

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date
	Inscrire dans le manuel de financement des micro-projets le mécanisme d'attribution d'un maximum de 2 micro-projets retenus pour financement sur base des activités de production et/ou valorisation (sauf les activités de formation)	UCP	Immédiat
	Recruter pour 2015 des prestataires qui (i) accompagneront les OPA dans la préparation de leur dossier de micro-projet et (ii) fourniront une note globale sur ces demandes aux CRC	UCP/antennes/DRA/DDA	Continu
	Veiller à ce que tout nouveau micro-projet soit inséré dans un « plan d'affaires » de l'OPA et fasse l'objet, lors de sa formulation, avec l'appui d'un opérateur, d'une analyse même sommaire portant sur les aspects techniques, commerciaux et financiers en vue d'aider les CRC à mieux opérer leurs choix des microprojets à financer ;	COPA	Continue
	Proposer également une méthode d'analyse des aspects techniques, commerciaux et financiers qui, tout en faisant appel à un opérateur, ne va pas trop rallonger les délais menant à l'approbation des microprojets	COPA	Continue
	Le DRA, en collaboration avec les autres structures compétentes du MINAGRI, fournira aux CRC un bilan agricole régional sur les filières	Antennes /DRA	Continue
	Cibler, lors des campagnes de sensibilisation au PROPACOM, aussi bien les OPA de production que celles faisant la transformation ou les deux à la fois	UCP/antennes	Continu
	Conclure l'exercice de saisie et rattrapage des données pour l'alimentation de toutes les rubriques du système informatisé du SE	RSE/UCP	1 ^{er} trimestre 2015
	Planifier et budgétiser dans tous les PTBA à venir les missions de suivi-évaluation de la DEP du MinAgri en conformité avec les pratiques de suivi-externe	UCP	Immédiat
	Mettre en relation la DGPPS avec l'assistance technique offerte par IFPRI dans le cadre du don régional du FIDA afin de réaliser les étapes préliminaires à la mise en place d'une plateforme SAKSS	FIDA/DGPPS	22 décembre 2015
	Démarrer la mise en relation des OPA avec les institutions financières sur la base des orientations contenues dans le Document de travail No 7 (Accès aux services financiers) du document de conception du projet.	COPA/ RFR –responsable finance rurale	Immédiat
État d'avancement de l'exécution du PROPACOM	Mettre en œuvre le plan d'action envoyé par le FIDA pour sortir le projet de la liste des projets à risque	DGPPS/ UCP	Mars 2015
	Organiser, chaque année, une revue à mi-parcours des performances du personnel sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA. (*)	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables de composantes	Juillet 2015
	Continuer à organiser une réunion mensuelle sanctionnée par un rapport sur la mise en œuvre du PTBA (chronogramme et recommandations des missions de supervision) mais en soumettre effectivement les rapports à la DEP, au point focal FIDA et au FIDA. (**)	Coordonnateur/ RSE	Immédiat
	Accélérer la procédure de création des régies et de nomination des régisseurs	MINAGRI / UCP	Mars 2015
Aspects fiduciaires	Logiciel de Gestion Tom2pro Reprendre le paramétrage des tableaux 5A, 5B et 5C dans le logiciel de gestion Tom2pro en vue de permettre d'éditer directement en USD et/ou DTS	RAF/Comptable/AAC	31/01/2015
	Évaluation du personnel Faire l'évaluation du personnel de 2014, diffuser les résultats au personnel concerné et transmettre le rapport au FIDA ;	Coordonnateur	31/01/2015
	Situation de Congés. Etablir un planning de congé, valider et le faire respecter afin que le personnel puisse jouir pleinement de ce droit	Coordonnateur	15/01/2015

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date
	<u>Assurances maladies du Personnel.</u> Accélérer le processus de recrutement de prestataires afin de faire bénéficier le personnel de meilleures conditions d'assurances ;	Coordonnateur/RAF	15/01/2015
	<u>Immobilisations.</u> (i) Faire un inventaire exhaustif de tous les biens du PROPACOM, (ii) Faire viser par chaque utilisateur la liste des biens qui lui sont affectés, et afficher sur le mur et /ou la porte les biens contenus dans son bureau ;	MINAGRI/UCP	31/12/2014
	<u>Assurance matériel roulant et autres équipements.</u> Accélérer le processus de recrutement de prestataires afin d'assurer tous les biens et équipements du projet conformément aux dispositions de l'accord de financement du Don ;	Coordonnateur/RAF	15/01/2015
	<u>Préparation de Demandes de Retrait de Fonds (DRF)</u> Produire au moins une (1) Demande de Réapprovisionnement du Compte Désigné par mois, pour éviter la tension de trésorerie.	RAF/Comptable	Continu
	<u>Ajustement de décaissements :</u> (recommandation mission avril-mai 2014) Régulariser le préfinancement PROPACOM à PRAREP de 75 617 207 FCFA relatif à la prise en charge par le PROPACOM de salaires de février /mars/décembre (y compris les gratifications) 2013 imputables au PRAREP	Coordonnateur/RAF/FIDA	31/12/2014
	<u>PTBA 2015.</u> Prendre en compte les contraintes dans l'exécution du PTBA 2014, pour préparer et soumettre au FIDA un PTBA réaliste et réalisable;	UCP	immédiat
	<u>Gestion de Caisses.</u> Formaliser les procédures de gestion de caisses de petites dépenses et mettre le manuel à jour en conséquence.	RAF/Agent Comptable	31/12/2014
	<u>Suivi des principaux prestataires du projet.</u> Se conformer aux clauses contractuelles avant paiement des soldes de toutes les conventions	Coordonnateur/RAF/RSE	31/12/2014
	<u>Passation de marchés.</u> (i) Mettre régulièrement à jour le plan de passation de marchés et donnant également des raisons du retard de l'exécution d'une activité programmée (ii) Documenter de manière détaillée les retards sur la passation des marchés et identifier les causes de ces retards puis proposer des solutions.	RAF/RPM/RSE	continu
	<u>Comptabilité.</u> Analyser et régulariser les soldes de ces comptes : (i) « personnel, congés annuels » solde créditeur de 9 822 066 FCFA, (ii) « Caisse de retraite obligatoire » solde créditeur de 21 126 880 FCFA, (iii) « régies d'avance accréditif » solde créditeur de 180 000 FCFA. Respecter les différentes dates proposées dans le planning de clôture des comptes 2014 et établissement des Etats Financiers et transmissions au FIDA ;	RAF/Comptable/AAC	31/12/2014
	(i) Faire des projections de la catégorie « Salaires et indemnité » soient faites jusqu'en Juillet ou décembre 2015 pour avoir une idée plus précise sur le dépassement éventuel ; (ii) Fournir à la DGPPS la liste des éléments contenus dans la rubrique « salaires et indemnités »	RAF	Fin janvier 2015
	<u>Audit</u> Transmettre au FIDA le rapport d'audit 2014 avant le 30 juin 2015 ;	Coordonnateur /RAF	30/06/2015
Durabilité	Identifier et mettre en œuvre les appuis d'accompagnement des OPA en tenant compte de leur maturité et selon le modèle « Autonomisation des Organisations de Producteurs »	COPA/	Continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date
Autres aspects			
Etablissement de Partenariats	Finaliser tous les TDR et les DAO prévus pour l'exercice 2015 et lancer par anticipation le processus de recrutement des prestataires	COPA/ /antenne	Janvier
	Adopter des délais maximum de rédaction et d'approbation des rapports d'analyse et de jugement des offres à 10 jours	RPM/ Coordo	Continu
	Adopter des délais maximum de rédaction et de signatures des marchés 5 jours	RPM/ Coordo	Continu
	Promouvoir le dialogue et une bonne circulation de l'information entre les différents acteurs intervenant dans le processus de passation des marchés	RPM/Coord/Antennes	Continu
	Evaluer systématiquement, avant toute contractualisation de type gré à gré, les capacités opérationnelle, financière, humaine et logistique des prestataires.	UCP/antennes/RPP	immédiat
Genre	Poursuivre les séances de sensibilisation à l'attention des autorités et chefferies sur l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de production, en particulier les périmètres aménagés. (*)	COPA	Continu
	Mettre en œuvre la stratégie de communication CCNSC et constituer des partenariats avec les médias et les ONG pour décentraliser la diffusion de l'information, encourager la création d'initiatives locales, sensibiliser l'ensemble de la population aux questions concernant le PROPACOM et concevoir des outils de sensibilisation efficaces (*)	COPA/RSE	Immédiat (continu)
	Veiller à la mise en œuvre effective des critères destinés à promouvoir la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes	COPA	Continu
	Démarrer les formations en alphabétisation des bénéficiaires du projet qui ciblent prioritairement les femmes et les jeunes. (**)	Coordonnateur / COPA	1 ^{er} trimestre 2015

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

(au 30/11/2014)

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				% PTBA 2014
		Indicateurs	Unité	Cible PTBA 2014 révisé	Progrès effectif 2014	
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles						14.05%
Volet : Accès aux facteurs de production						
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de semences R1 de maïs						
Appui aux OPA pour la production de semence R1 de maïs	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences, fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de semences de base	tonne			
		Quantité de NPK	tonne			
		Quantité d'Urée	tonne			
		Quantité d'herbicide	litre			
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences de base distribuée aux producteurs	tonne			
		Quantité de NPK	tonne			
		Quantité d'Urée	tonne			
		Quantité d'herbicide	litre			
	Acquérir les produits de conditionnement et le petit matériel pour le stockage des semences R1	Nombre de sacs de 100 kg,	u			
		Nombre de sacs de 25 kg,	u			
		Quantité de fongicides	kg			
		Quantité d'insecticide	kg			
		Nombre de rouleaux de ficelle	u			
	Faire certifier les semences R1 de maïs	Quantité de semences R1 de maïs	tonnes			
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de riz irrigué						
Appui aux OPA pour la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de 812 ha de riz irrigué	Organiser la distribution des semences R1 aux OPA	Quantité de semences R1	tonne	40.00	0.00	
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de NPK	tonne	110.55	0.00	
		Quantité d'Urée	tonne	73.70	0.00	
		Quantité d'herbicide	litre	368.50	0.00	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de NPK	tonne	110.55	0.00	
		Quantité d'Urée	tonne	73.70	0.00	
		Quantité d'herbicide	litre	368.50	0.00	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de maïs						
Appui aux OPA pour la production de masse de 2 000 ha de maïs	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences, fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	50.0	51.00	
		Quantité de NPK	tonne	300.00	300.00	
		Quantité d'Urée	tonne	200.00	200.00	
		Quantité d'herbicide	litre	1 000.00	1 000.00	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences R1 distribuée aux producteurs	tonne	50.0	51.00	
		Quantité de NPK	tonne	300.00	283.25	
		Quantité d'Urée	tonne	200.00	184.43	
		Quantité d'herbicide	litre	1 000.00	969.00	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production maraîchère						
Appui aux OPA pour la production de 15,6 ha de cultures maraîchères	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences dans les magasins des OPA	Quantité de semences livrée aux OPA	kg	19.54	0.00	
	Acquérir et pré-positionner les fertilisants et produits phytosanitaires dans les Chefs-lieux de Département	Quantité de fertilisants livrée aux OPA	tonne	134.5	0.00	
		Quantité d'insecticide 1	litre	13	0.00	
		Quantité d'insecticide 2	kg	195	0.00	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences livrée aux OPA	kg	19.54	0.00	
		Quantité de fertilisants livrée aux OPA	tonne	134.5	0.00	
		Quantité d'insecticide 1	litre	13	0.00	
		Quantité d'insecticide 2	kg	195	0.00	
Volet : Mécanisation de l'Agriculture						
Appui aux OPA et CGA pour l'acquisition de matériels de mécanisation	Financer l'acquisition de matériel de mécanisation	Nombre de motoculteur	u	10	0	
		Nombre de batteuse-vanneuse	u	5	0	
Volet : Appui-Conseil						
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Evaluer les systèmes de production et proposer des actions qui permettent de les diversifier et de minimiser les apports en engrais minéraux (report de 2013)	rapport d'étude	u	1	0	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
	Fournir l'appui-conseil pour l'élaboration des plans de campagne pour la production de masse de riz irrigué, maïs et de produits maraichers	Nombre plans de campagne	u	21	0	
	Fournir l'appui-conseil pour la production de semence R1 de maïs	Nombre d'OPA	u	0	0	
		Nombre de producteurs encadrés	u		0.00	
		Superficie de Maïs	ha			
	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de maïs	Nombre d'OPA	u	45	45	
		Nombre de producteurs encadrés	u	2 000	2 374.00	
		Superficie de Maïs	ha	2000	1 988.00	
	Fournir l'appui-conseil pour l'élaboration des plans de campagne pour la production maraîchère	Nombre d'OPA	u	3	0	
		Nombre de producteurs encadrés	u	114	0	
		Superficie de maraîchers	ha	15.6	0	
Appui à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil	Suivre l'exécution la convention ADDR relative à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil	Nombre d'ex-combattants	u	2000	1 428	
		Nombre de jeunes des communautés d'accueil	u	0		
Volet : Aménagements hydro-agricoles						
Rehabiliation du barrage de Kpato	Contrôler les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato (report de 2013)	Nombre de rapport d'avancement de chantier	u	6.00	5	
	Réaliser les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato	Barrage réhabilité	u	1.00	0	
	Sélectionner deux prestataires pour la réalisation des études complémentaires	rapport d'étude	u	1.00	0	
Réhabilitation / aménagement de périmètres rizicoles	Réaliser les études d'identification des sites rizicoles	Nombre de rapport d'étude	u	1.00	1	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (sites de 2015, 3 lots)	Superficie étudiée	ha	1 088.00	888	
		Rapport d'étude	u	3.00	3	
	Contrôler les travaux de réhabilitation ou	Superficie aménagée ou réhabilitée		333.16	0	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
	d'aménagement des périmètres (pour 2014)	Rapport de chantier	u	12.00	0	
	Réaliser les travaux d'aménagement de périmètres rizicoles (2014)	Superficie aménagée	ha	333.16	0	
Appui à la valorisation de sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte	Réaliser l'étude technique des travaux d'aménagement des sites du PPMS (sites PPMS/ BANI)	rapport d'étude	u	1.00	1	
	Contrôler les travaux d'aménagement des sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte (sites PPMS/BANI)	Superficie aménagée	u	15.60	0	
	Réaliser les travaux d'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte (sites PPMS/étude BANI)	Superficie aménagée	ha	15.60	0	
Réhabilitation / aménagement de périmètres maraichers	Réaliser les études techniques de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte (pour 2015)	Superficie étudiée	ha	19.00	0	
		Rapport d'étude	u	1.00	0	
	Contrôler les travaux d'achèvement des sites maraichers du PPMS (Phase 1: 7 sites)	Nombre de site	u	7.00	0	
		Rapport de chantier	u	9.00	0	
	Réaliser les travaux d'achèvement des sites maraichers du PPMS (Phase 1: 7 sites)	Nombre de site	u	7.00	0	
	Actualiser les études techniques relatives aux travaux d'achèvement des sites maraichers du PPMS (Phase 2: 16 sites, 3 lots)	Rapport d'étude	u	1.00	0	
Valorisation et mise en marché						1%
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation						
Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Apporter un appui à l'acquisition et à l'installation des équipements de transformation/	Nombre d'égreneuses	u	11	0	
		nombre de décortiqueurs	u	1	0	
		nombre de moulin	u	5	0	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
	commercialisation	Nombre de bascules	u	9	0	
		Nombre d'humidimètre	u	16	0	
		Nombre de sondes	u	57	0	
		Nombre de cageots	u	60	0	
		Nombre de palettes	u	250	0	
		Nombre de sacs de collecte	u	25 500	0	
Innovations technologiques de conservation, conditionnement, transformation et commercialisation des produits maraîchers	Repertorier et évaluer les innovations technologiques de conservation, conditionnement, transformation et commercialisation des produits maraîchers	Nombre de répertoire	u	1	1	
	Réaliser l'état des lieux de la valorisation des produits et de leur mise en marché (maïs, riz et cultures maraîchères)	rapport d'étude	u	1	1	
	Organiser les ateliers de présentation des technologies de conservation, conditionnement, transformation et commercialisation des produits maraîchers	Nombre d'atelier	u	3	0	
		Nombre d'innovations technologiques	u	5	0	
		Nombre d'OPA	u	72	0	
	Volet : Système d'informations sur les marchés					
Système d'information sur les marchés et commercialisation	Mettre en place des plates-formes de concertation entre les producteurs, les commerçants, les transporteurs et les agro-industriels	Nombre de plates-formes de concertation	u	3	0	
	Réaliser une évaluation des performances des dispositifs d'information sur les marchés existants	Nombre de rapport d'étude	u	1	0	
Volet : Infrastructures marchandes						
Construction / Réhabilitation d'infrastructures marchandes	Recruter des prestataires chargés de contrôler les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et	Nombre de contrats signés	u	3.00	0	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
	de centres de groupage					
	Recruter des entreprises chargées de contrôler les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage	Nombre de contrats signés	u	3.00	0	
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs						
Renforcement des capacités des OPA	Réaliser l'étude diagnostique des OPA du secteur vivrier et l'inventaire des prestataires de service pour le renforcement des OPA dans les zones du PROPACOM et PROPACOM-extension Ouest	Rapport d'étude	u	1.00	0	
	Organiser des ateliers de sensibilisation des OPA sur "l'approche plan d'affaire"	Nombre d'OPA		114	0	
		Nombre d'ateliers	u	3	0	
	Organiser l'appui à la structuration et la gestion des OPA	Nombre d'OPA formées à la gestion des affaires	u	114	0	
		Nombre de CGA formés en gestion des infrastructures	u	8	0	
	Identifier et organiser les artisans-réparateurs à la maintenance des équipements/matériels agricoles de mécanisation	Nombre d'artisans réparateurs	u	30	0	
	Apporter un appui à la formation des artisans-réparateurs à la maintenance des équipements/matériels de transformation	Nombre de session	u	6	0	
Composante : Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs						11%
Volet : Coordination et Gestion						
Amélioration des conditions de travail de l'UCP	Réaliser les aménagements complémentaires du siège et des Antennes	Nombre de site	u	3	2	
	Contrôler les travaux de réhabilitation de magasins de stockage de Bondoukou	Nombre de rapport de chantier	u	1	0	
	Réaliser les travaux de	Nombre de magasin	u	1	0	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
	réhabilitation de magasins de stockage de Bondoukou					
	Acquérir le matériel roulant pour l'UCP	motos,	u			
		véhicules	u			
	Acquérir le matériel informatique et de bureau pour l'UCP et les antennes	ordinateurs fixes	u			
		photocopieurs	u			
		lots de mobilier de bureau	u			
Orientation et Pilotage du projet	Organiser les sessions du Comité d'Orientation et de Pilotage	Nombre de session du COP	u	2.00	1	
	Organiser les sessions des CRC	Nombre de session des CRC	u	6.00	3	
Fonctionnement et gouvernance de l'UCP	Réaliser l'audit de l'exercice 2013	Nombre de rapport disponible	u	1	1	
Procédures de financement des micro-projets des OPA	Elaborer un manuel de procédures de financement et de gestion des micro-projets	Nombre de manuel	u	1	1	
	Apporter un appui à la formulation des microprojets des OPA sélectionnées	Nombre de microprojets	u	114	57	
Volet : Suivi-Evaluation						
Etudes thématiques	Réaliser l'enquête SYGRI du PROPACOM	Nombre de rapport d'étude	u			
	Réaliser l'étude d'établissement de la situation de référence du PROPACOM	Nombre de rapport d'étude	u			
	Réaliser l'enquête SYGRI du PROPACOM extension	Nombre de rapport d'étude	u	1	1	
	Réaliser l'étude d'établissement de la situation de référence du PROPACOM extension	Nombre de rapport d'étude	u	1	1	
Finances Rurales	Réaliser l'étude sur les besoins en services financiers des petits exploitants et des OPA des filières vivrières dans les zones du PROPACOM et du PROPACOM-Extension Ouest	Nombre de rapport d'étude	u	1	0	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
Programmation/ Planification	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2014	Nombre d'atelier	u	1	1	
	Organiser l'atelier de partage du manuel de S&E du PROPACOM	Nombre de manuel	u	1	1	
	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2015	Nombre d'atelier	u	1	1	
	Organiser les réunions périodiques de l'UCP	Nombre de réunion	u	3	2	
	Organiser les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	2	
	Organiser les missions de supervision du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	2	
Volet : Gestion des savoirs						
Visibilité/communication, gestion des savoirs et de capitalisation des acquis	Actualiser le plan de visibilité/communication, de gestion des savoirs et de capitalisation des acquis du projet élaboré par le PPMS/PFA ;	un plan actualisé	u	1.00	0	
	Elaborer une stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes en milieu rural	une stratégie élaborée et validée	u	1.00	1	
	Produire des supports de communication pour la mise en œuvre la stratégie de communication en direction des femmes et des jeunes	Lot de dépliant	u	1	1	
		Lot d'affiche	u	1	1	
Renforcement des capacités du personnel	Former les chauffeurs du projet en sécurité routière, mécanique de base	Nombre de chauffeurs formés	u	9	0	
	Former le personnel en informatique	Nombre de personnes formées	u	40	0	
	Former le personnel en passation des marchés	nombre de personnes formées	u	20	20	
Amélioration du dispositif opérationnel du PROPACOM pour une meilleure prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes	Mettre à niveau l'ensemble du personnel sur les aspects de ciblage, genre et inclusion des jeunes	Nombre de personnes formées	u	20	20	
	Elaborer une stratégie de genre et inclusion des jeunes	Nombre de stratégie	u	1	0	

Domaines d'intervention	Activités/tâches	Période: 01/01/2014 au 30/11/2014				
		Indicateurs	Unité	Cible	Progrès	% PTBA
Volet : Appui institutionnel au MINAGRI						
Amélioration des conditions de travail du MINAGRI	Apporter un appui à l'élaboration et à la diffusion du manuel de Suivi-Évaluation externe de la Direction de l'Évaluation des Projets	manuel de suivi-évaluation externe disponible	u			
	Renforcer les capacités du MINAGRI en matériel roulant	wagon station livré	u			
	Renforcer les capacités du MINAGRI en matériel informatique	ordinateurs fixes livrés	u			
		photocopieurs livrés	u			
	TOTAL GENERAL					26.21%

26,21

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

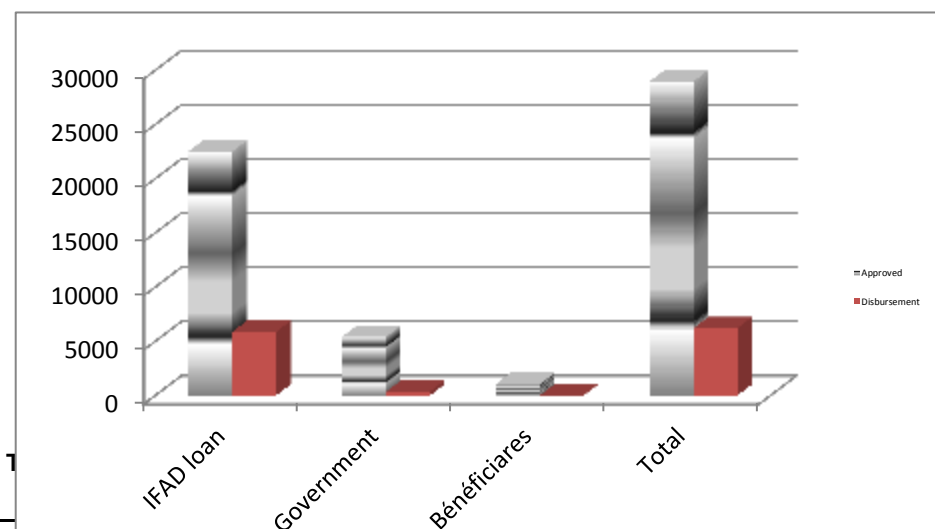
Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds (USD 000) au 30/11/2014

Source de Financement	Montants approuvés	Décaissements	% de décaissement
Don FIDA	22 500,2	5 872,7	26,10
Gouvernement	5 409,0	343,9	6,36
Bénéficiaires	1 056,5	0,0	0,00
Total	28 965,6	6 216,6	21,46

Don FIDA : 5 872 732,06 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA)

Gouvernement : 179 886 347 FCFA soit 343 900 USD au taux de 1 USD = 526,789 FCFA au 30/11/14

Bénéficiaires : 0 FCFA



milliers d'USD) au 30/11/2014

Compos	Gouvernement	Bénéficiaires	Total
--------	--------------	---------------	-------

	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	11 836,0	4 294,6	36,28	3 217,0	5,8	0,18	1 046,5	0,0	0,00	12 882,5	4 300,4	33,38
1.1. Accès au facteur de production	3 793	3 722,2	98,1	1 451	0,0	0,00	523,3	0,0	0,00	4 316,3	3 722,2	86,24
1.2. Aménagement hydro agricole	8 043	572,3	7,1	1 766	5,8	0,33	523,3	0,0	0,00	8 566,3	578,1	6,75
2. Valorisation et mise en marché	6 304,0	433,8	0,00	1 637,0	0,0	0,00	10,0	0,0	0,00	6 314,0	433,8	6,87
2.1. Valorisation des produits vivriers	1 530	105,3	6,88	355	0,0	0,00	0,0	0,0	0,00	1 530,0	105,3	6,88
2.2. Infrastructures marchandes et publiques	2 911	200,3	6,88	873	0,0	0,00	10	0,0	0,00	2 921,0	200,3	6,86
2.3. Professionnalisation des organisations de producteurs	1 863	128,2	6,88	409	0,0	0,00	0,0	0,0	0,00	1 863,0	128,2	6,88
3. Coordination, Suivi/Evaluation et gestion des Savoirs	4 360,0	1 144,4	26,25	555,0	338,1	60,91	0	0,0	0,00	4 360,0	1 482,5	34,00
3.1. Unité de Coordination du Programme	4 360	1 144,4	26,25	555	338,1	60,91	0,0	0,0	0,00	4 360,0	1 482,5	34,00
Total	22 500,0	5 872,7	26,10	5 409,0	343,9	6,36	1 056,5	0,0	0,00	28 965,5	6 216,6	21,46

IFAD Loan : 5 872 732,06 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) Gouvernement : 179 886 347 FCFA soit 341 477,04 USD au taux de 1 USD = 526,789 FCFA au 30/11/14 / Bénéficiaires : 0 FCFA

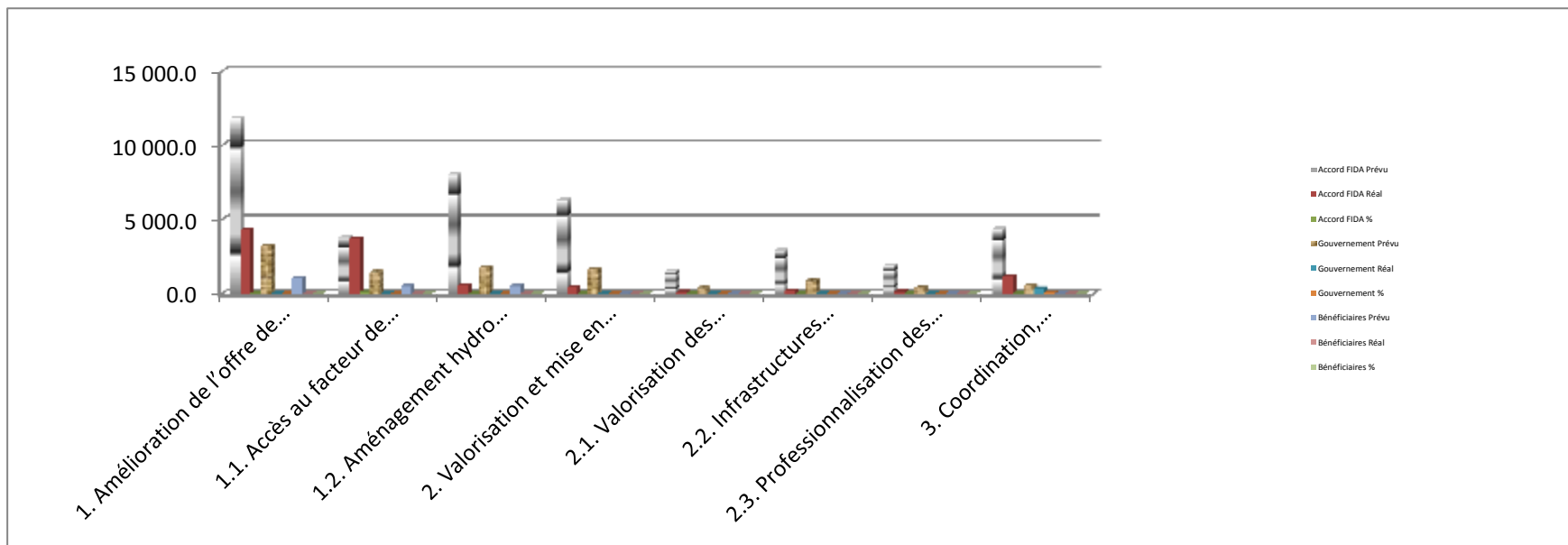
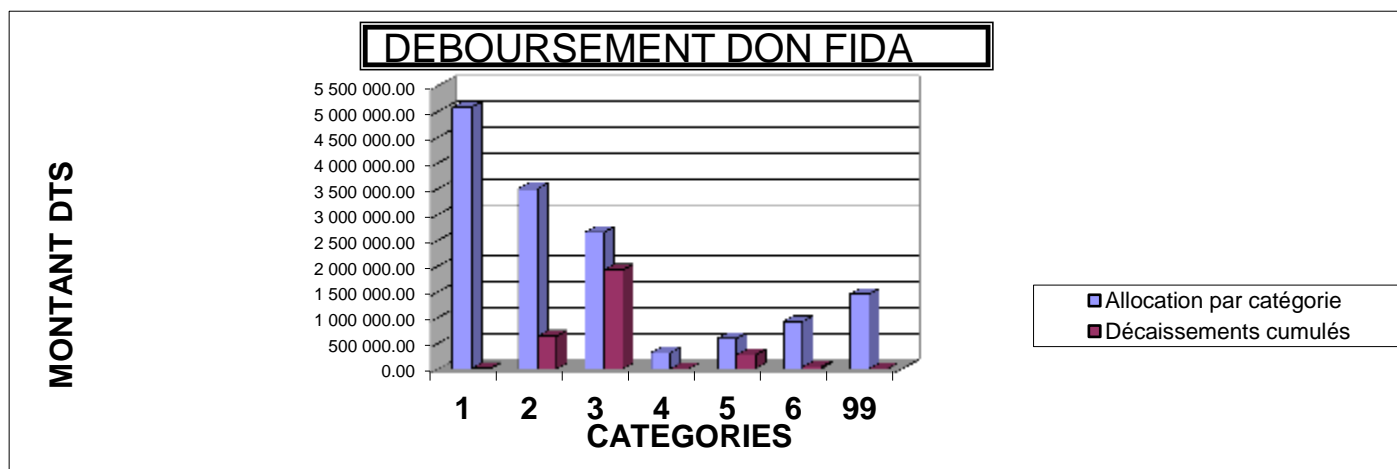


Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30/11/2014)

N°	Catégories	Allocation Initiale	Décaissements DRF n°1 à 8	Balance	%	DRF en cours (MINAGRI: DRF 9, 10)	Total	%	Solde
1	Génie Civil et Rural	5 080 000	11 995,85	5 068 004,15	0,24	56 911,75	68 907,60	1,36	5 011 092,40
2	Equipement, moyens de transport, matériel et intrants	3 500 000	637 300,29	2 862 699,71	18,21	69 139,52	706 439,81	20,18	2 793 560,19
3	Etudes, formation, information, assistance technique	2 650 000	1 923 241,64	726 758,36	72,58	310 939,29	2 234 180,93	84,31	415 819,07
4	Fonds de roulement pour l'achat de paddy	310 000	0,00	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
5	Salaires et indemnités	590 000	268 730,48	321 269,52	45,55	146 019,49	414 749,97	70,30	175 250,03
6	Coût de fonctionnement	920 000	39 820,06	880 179,94	4,33	75 635,76	115 455,82	12,55	804 544,18
99	Non alloué	1 450 000	0,00	1 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450 000,00
	Dépôt initial		1 004 928,63	-1 004 928,63	0,00	0,00	1 004 928,63	0,00	-1 004 928,63
	Total/Don	14 500 000	3 886 016,95	10 613 983,05	26,80	658 645,81	4 544 662,76	31,34	9 955 337,24

Au taux de 1 DTS = 770,63 FCFA au 30/11/2014 source <http://www.forexticket.com/fr/conversion/monnaie>



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Annexe 2	Affectation du produit : b. « le partage des dépenses entre PROPACAOM et le PPRAREP »		à mettre en œuvre	le partage des dépenses entre PROPACAOM et le PPRAREP n'est pas spécifié dans le manuel de procédures administratives, financières et comptables
Section 7.08, des conditions générales a) « assurance »	« L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'Agent principal du Projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du Projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	31/07/2014	à mettre en œuvre	Un Dossier d'Appel d'Offres DAO est lancé par le projet le 18/11/2014 et la date d'ouverture des offres est prévue pour le 23/12/2014. Ce dossier est relatif au recrutement d'un prestataire pour l'assurance de tous les biens et équipements du projet y compris les constructions utilisées dans le cadre

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

La nécessité d'une stratégie de communication ciblée pour le PROPACOM

Au sortir de la crise post-électorale, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont initié un important projet d'investissement agricole, dénommé « Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation » (PROPACOM). Ce projet vise à réduire la pauvreté en milieu rural et à stimuler la croissance économique dans les districts de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Zanzan. Dans son approche de mise en œuvre, il prévoit une forte implication des femmes et des jeunes du milieu rural à travers les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA).

Le PROPACOM consacre, en effet, une stratégie d'intervention sur le terrain basée uniquement sur les requêtes formulées par les OPA.

En milieu rural, les jeunes et les femmes ont cependant un accès très limité à l'information en général, et plus spécifiquement à l'information sur les projets agricoles. Dans ce contexte, pour la mise en œuvre réussie du PROPACOM, une stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes en milieu rural s'avérait nécessaire. L'UCP a ainsi élaboré celle-ci, avec pour ambition que « les femmes et les jeunes en milieu rural soient organisés pour réaliser des microprojets viables et contribuer ainsi à améliorer durablement la situation sociale et économique des populations » dans la zone du projet.

Les axes majeurs de cette stratégie de communication sont :

- la Communication pour le Changement de Comportement (CCC) ;
- la Mobilisation Sociale/Communautaire (MC/C) ;
- le Plaidoyer à la base/Partenariat (P/P).

Des aspects novateurs de la stratégie de communication

Le Ministère de l'Agriculture dispose actuellement d'une stratégie de communication centrée sur la communication pour la promotion agricole en général.

Pour l'instant, aucun autre projet agricole n'a élaboré de stratégie de communication à proprement à l'exception des projets du C2D (Contrat de Désendettement et de Développement de l'Agence Française de Développement) et au niveau du PAIA-ID (Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles du Indénie – Djuablin de la Banque Africaine de Développement).

Ainsi, la stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes du milieu rural de la zone du PROPACOM est en elle-même une innovation de taille dans le secteur agricole. Sa valeur ajoutée intrinsèque réside dans le fait qu'elle s'adresse à une cible dont l'importance dans la production agricole est cruciale en Côte d'Ivoire. En effet, les femmes ont un apport important dans la production vivrière, mais elles sont peu lettrées et mal informées pour saisir promptement les opportunités que leur offrent les projets. Les jeunes constituent une relève importante de la classe paysanne actuellement très vieillissante.

Partir activement à la rencontre de la cible et des acteurs clés

Dans la zone du PROPACOM, les femmes et les jeunes ont un accès faible aux facteurs de production, et ce du fait de certaines pesanteurs culturelles. Au sein des OPA, les femmes ont souvent une voix limitée et ne participent pas ainsi à la prise de décision. Tout cela contraint l'appropriation de la stratégie du projet par les femmes et les jeunes, et donc la présentation de requêtes au projet prenant en compte les besoins et aspirations réelles de ceux-ci.

La vision novatrice ici est que la stratégie de communication ciblée consacre un processus de CCC pour une exécution effective du PROPACOM, notamment vis-à-vis de l'objectif d'appuyer un grand nombre de femmes et de jeunes. Ce processus interactif et participatif va permettre d'échanger des informations, des idées, des connaissances, des opinions et des décisions, d'encourager les comportements bénéfiques et de chercher à induire des changements de comportement durables au niveau de l'individu, de la communauté ou de la société pour une meilleure participation des jeunes et

des femmes. La stratégie de communication propose donc d'entrer en contact direct avec les acteurs clés et la cible du projet sur le terrain, et cela figure en bonne place dans le Programme de Travail et Budget Annuel.

D'habitude, les stratégies de communication sur les projets se concentrent essentiellement sur des messages par affiches ou autres supports de masse pour communiquer juste sur les composantes du projet et les réalisations de celui-ci. La stratégie de communication ciblée du PROPACOM va donc bien au-delà de ces aspects basiques de la communication.